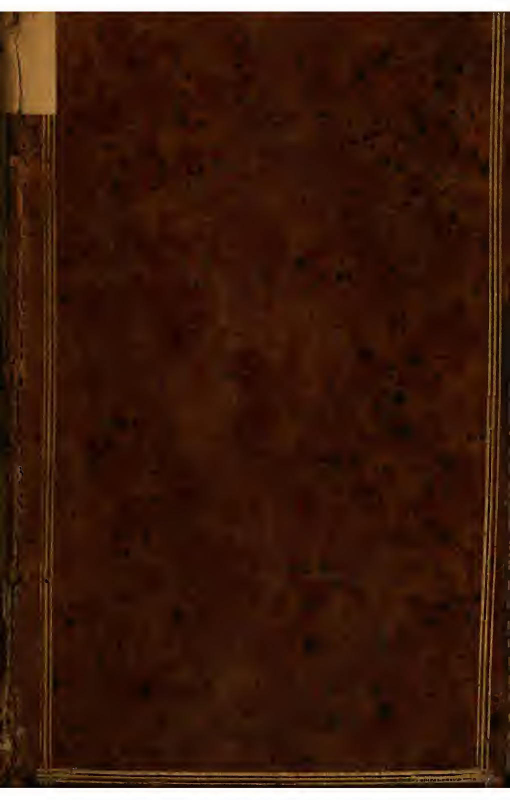
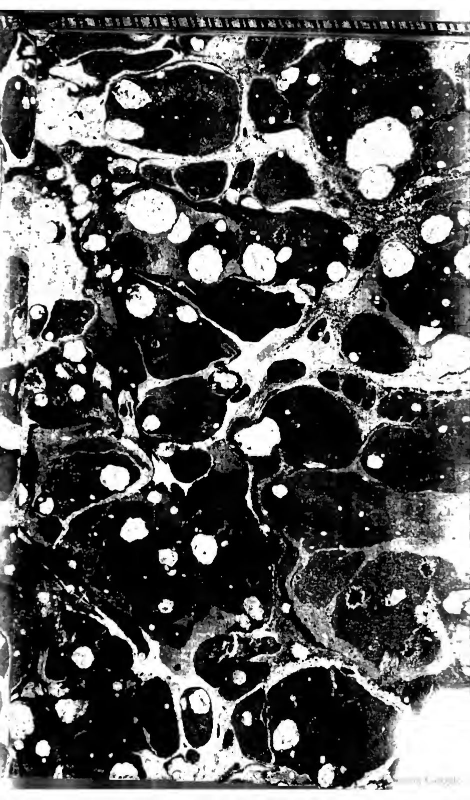






# BIBLIOTHEQUE

## *UNIVERSELLE.*

*Seconde Classe :*

## HISTOIRE.

Il paroît tous les mois deux Volumes de cette Bibliothèque. On les délivre soit brochés, soit reliés en veau fauve ou écaillé, & dorés sur tranche, ainsi qu'avec ou sans le nom de chaque Souscripteur imprimé au frontispice de chaque Volume.

La souscription pour les 24 vol. reliés est de 72 liv., & de 54 liv. pour les volumes brochés.

Les Souscripteurs de Province, auxquels on ne peut les envoyer par la poste que brochés, payeront de plus 7 liv. 4 s. à cause des frais de poste.

Il faut s'adresser à M. CUCHET, Libraire, *rue & hôtel Serpente, à Paris.*

# BIBLIOTHEQUE

*UNIVERSELLE*

# DES DAMES.

*HISTOIRE.*

TOME VINGT-HUITIÈME.




*A PARIS,*

RUE ET HÔTEL SERPENTE.

*Avec Approbation & Privilège du Roi.*

1790.

# BIBLIOTHEQUE
## UNIVERSELLE
# DES DAMES.

## HISTOIRE MODERNE.

## LIVRE DIX-SEPTIÈME.

## CHAPITRE PREMIER.

*Des puissances du midi de l'Europe jusqu'au commencement du dix-septième siècle.*

PUISQU'EN Europe l'argent est le nerf de la guerre, il suffit de jeter un coup-d'œil sur l'état des finances, pour juger combien la France avoit besoin de la paix.

Le gouvernement portoit pour vingt millions de charges perpétuelles de plus qu'en 1688. Il disposoit donc chaque année de vingt millions de moins qu'avant la guerre.

En 1689, les revenus nets, qui entroient au trésor royal, étoient de cent cinq millions. En 1697, ils furent de cent dix. Ils paroissoient donc augmentés, & cependant ils étoient diminués de dix-sept millions. C'est que les cent dix millions de 1697 n'équivaloient en poids & en titre qu'à quatre-vingt-huit de 1689.

L'année suivante ils diminuèrent encore, parce que le roi remplit l'engagement qu'il avoit pris d'ôter

la capitation à la paix. Ils furent de ſoixante-treize millions, à peu de choſe près : ce qui équivaloit environ à cinquante-ſept millions de 1689. Ils montèrent à ſoixante-dix-ſept en 1699, & ils retombèrent à ſoixante-neuf en 1700. Cette dernière diminution fait ſoupçonner du déſordre dans les finances. Mais la première, par laquelle le roi perdoit chaque année dix ſept millions, eſt l'effet de l'altération des monnoies.

Nous avons dit qu'il y avoit eu une réforme en 1689. Il y en eut une autre qui commença ſur la fin de 1693. Le marc d'argent fut porté à trente-deux livres ſix ſous, en ſorte que la valeur des monnoies

augmenta de près d'un ſixième. Ce ſont ces deux réformes qui diminuèrent les revenus de l'état de dix-ſept millions, pour procurer une reſſource paſſagère d'environ quatre-vingt-quatorze.

La dernière augmentation des monnoies avoit été précédée d'une diminution, afin que la réforme qui les devoit hauſſer apportât plus de bénéfice. De trois livres ſix ſous, l'écu avoit été réduit à trois livres deux, & par la réforme il fut porté à trois livres douze. Ainſi ſur ſoixante-deux ſous, le roi en devoit gagner dix. Mais il ne les pouvoit gagner qu'une fois, pour les perdre enſuite tous les ans, & encore les faux monnoyeurs & les

étrangers lui enlevèrent-ils une partie de ces profits. Suivant les calculs de l'auteur des *Recherches & considérations sur les finances*, les deux réformes valurent aux étrangers environ vingt-ſix millions.

Non-ſeulement l'état perdit les millions qui ſortoient du royaume, il perdoit encore une bonne partie des millions qui ne ſortoient pas. Car cet argent qui ceſſe de circuler eſt nul pour l'état juſqu'à ce que la circulation ſoit rétablie. Or, l'argent ſe reſſerre néceſſairement, lorſque le public, voyant les eſpèces hauſſer & baiſſer tour-à-tour, ne peut plus compter ſur une valeur fixe. On ne peut pas ſe défaire de la monnoie forte, de peur d'être

rembourſé en monnoie foible ; & on ne veut pas recevoir de la monnoie foible, parce qu'on pourroit être obligé de rembourſer en monnoie forte. Chacun garde donc ſon argent : on ne prête, on n'emprunte & on n'achète, qu'autant qu'on y eſt forcé. Les denrées qui ſe peuvent conſerver, ne ſont point miſes en vente. Le commerce eſt ſuſpendu, juſqu'à ce qu'on puiſſe le faire avec ſûreté ; & le gouvernement, qui a détruit la confiance publique, perd lui-même tout ſon crédit. Ainſi le peuple, qui portoit difficilement le poids des impôts, ſouffroit encore par le défaut de commerce ; & tous les jours plus miſérable, il pouvoit tous les jours

moins fournir aux besoins de l'état. Pour faire comprendre combien le produit des impositions étoit au-dessous des dépenses nécessaires, nous remarquerons que dans le cours des années 1698 & 1699 elles ne rapportèrent au roi que deux cent cinquante millions, & que cependant les dépenses montèrent à six cent, en y comprenant des remboursemens qu'on fut obligé de faire. Voilà l'épuisement où se trouvoit la France, lorsqu'après de grands succès pendant la guerre, Louis XIV fit ce qu'on appelle une paix glorieuse. Ce fut lui qui proposa les conditions, & les ennemis furent forcés à les accepter: ce qui fait voir combien toute l'Eu-

rope étoit épuifée. Il étoit donc important d'affurer la paix. Dans cette vue Louis rendit des conquêtes qu'on ne pouvoit pas lui enlever, & prouva par cette modération, que touché des maux de la guerre, il fe reprochoit les projets ambitieux dont il s'étoit enivré. Comme il étoit alors difficile de fournir aux befoins de l'état, même en tems de paix, les miniftres, tous les jours moins entreprenans, ne lui donnoient pas des confeils tels que ceux de Louvois ou de Seignelai. Eclairé par fon expérience, le roi jugea donc par lui-même. Auffi-tôt l'illufion fe diffipa. Il connut combien il s'étoit trompé, en ambitionnant d'être la

terreur de l'Europe; & il ne ſongea plus qu'à diſſiper les craintes qu'il avoit données. Il ne penſoit point à reprendre les armes pour faire valoir ſes droits ſur la ſucceſſion entière de Charles II, roi d'Eſpagne. Il ne vouloit que négocier, & il étoit diſpoſé à ſe contenter de quelques provinces.

L'Angleterre & la Hollande avoient ſur-tout porté les frais de la guerre. Auſſi furent-elles les premières à déſirer la paix, & leurs alliés ne pouvoient rien ſans elles. Les puiſſances, qui étoient entrées dans la grande alliance, furent donc obligées d'abandonner leurs projets; & bien loin d'enlever à Louis XIV tout ce qu'il avoit ac-

quis depuis le traité des Pyrénées; elles se contentèrent de ce qu'il voulut rendre.

Plus on réfléchit sur cette guerre, plus on se convaincra de la foiblesse des puissances de l'Europe. Tout y décèle les vices de leurs gouvernemens. On diroit qu'elles ne se flattent de faire des conquêtes, que parce qu'elles savent qu'il y a eu des peuples conquérans, & qu'elles ignorent que ces peuples ne se gouvernoient pas comme elles. En effet leurs entreprises sont toujours au-dessus de leurs forces. Elles prennent d'abord les armes avec confiance, sans connoître leurs moyens, sans prévoir les obstacles; & cependant elles se pro-

mettent les plus grands succès. Mais bientôt sans ressources, elles se lassent ; & comme elles ont toutes ensemble demandé la guerre, elles demandent aussi la paix toutes ensemble. Celle qui a eu le plus de succès, se trouve plus affoiblie que les autres ; & pendant que les poëtes célèbrent les victoires d'un monarque, les peuples gémissent à l'ombre des lauriers. C'est un misérable asyle.

Guillaume, qui étoit l'ame de la grande alliance, avoit hâté la conclusion de la paix. C'est que depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il ne lui manquoit, pour n'être pas troublé sur le trône, que d'être reconnu par la France; au lieu que lors-

qu'il n'étoit que ſtadthouder de Hollande, il lui importoit de ſoulever toute l'Europe contre Louis XIV. Ses intérêts, qui avoient changé, ſe trouvèrent donc heureuſement conformes aux vœux de tous les peuples.

Puiſqu'on avoit généralement déſiré la paix, il eût été ſage de prévenir la guerre, dont on étoit menacé par la mort prochaine de Charles II, roi d'Eſpagne. C'eſt à Riſwyck qu'il falloit diſcuter les droits de la maiſon d'Autriche & ceux de la maiſon de Bourbon. L'intérêt de toute l'Europe le demandoit, & on ne pouvoit pas trouver une circonſtance plus favorable : car la diſpoſition des eſprits

à la paix rendoit la négociation facile. D'un côté Louis XIV se seroit assuré une partie de la succession du roi d'Espagne, & c'est tout ce qu'il demandoit ; & de l'autre les confédérés l'auroient fait renoncer à la plus grande partie de cette succession, & c'est aussi tout ce qu'ils pouvoient prétendre.

Mais il semble que les puissances de l'Europe ne veulent la paix, qu'au moment où elles sont lasses de la guerre ; & que prévoyant qu'elles se dégoûteront de la paix par inquiétude, elles veulent se ménager des prétextes pour reprendre les armes. Elles ne font d'ordinaire que des trêves. Si elles songent quelquefois à réparer leurs

forces, ce n'eſt pas pour les conſerver, c'eſt pour les reperdre; & comptant ſur des événemens, comme ſi la fortune leur promettoit à toutes des ſuccès, elles ſe gardent bien de prévenir des guerres, où chacun ſe flatte de trouver ſon avantage. On ne régla donc pas à Riſwyck la ſucceſſion de Charles II.

On voulut enſuite réparer cette faute : mais les circonſtances étoient bien différentes. La paix ayant été faite, on ne voyoit plus la guerre que dans l'éloignement. On ſe flattoit, comme on ſe flatte toujours, de quelque événement favorable. Dans cette attente, la négociation, hâtée par quelques puiſſances, étoit

retardée par d'autres. Il étoit impossible qu'elles y concourussent toutes également ; & celles qui se croyoient lésées par les arrangemens qu'on proposoit, aimoient mieux attendre que d'abandonner une partie de leurs prétentions.

Cependant on projeta le partage de la monarchie espagnole. Par le traité qui en fut conclu à la Haye, le 22 octobre 1698, entre le roi de France, le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, le prince électoral de Bavière, comme plus proche héritier, fut désigné roi d'Espagne ; on promit au dauphin les royaumes de Naples & de Sicile, les places dépendantes de la monarchie d'Espagne sur les côtes d'Italie & la

province de Guiſpuſcoa, & on deſtina le duché de Milan à l'archiduc Charles, ſecond fils de l'empereur.

La mort du prince de Bavière, qui arriva l'année ſuivante, fit penſer à d'autres projets; & les mêmes puiſſances, qui avoient fait le premier plan de partage, en formèrent un nouveau. Le traité en fut ſigné au mois de mars 1700, à Londres & à la Haye. On deſtinoit l'Eſpagne, les Indes & les Pays-Bas à l'archiduc Charles: on ajoutoit la Lorraine à ce qu'on avoit déjà donné au dauphin: & pour dédommager le duc de Lorraine, on lui donnoit le Milanès. Enfin on accordoit trois mois à

l'empereur pour accéder à ce traité, & on arrêtoit que l'Espagne & l'Empire ne seroient jamais réunis sur une même tête.

L'Angleterre & la Hollande disposoient donc de la succession de Charles II, sans consulter ni ce prince, ni les espagnols. Elles s'arrogeoient donc un droit qu'elles n'avoient pas : mais le désir de prévenir la guerre, si elles agissoient sincérement, est un motif qui les justifioit assez. Il semble que si les principales puissances n'usurpoient des droits que dans des cas semblables, il ne seroit pas raisonnable de les leur contester. N'avoient-elles pas le droit de veiller à la tranquillité de l'Eu-

rope ? & ſi pour l'aſſurer, il falloit diſpoſer de la monarchie d'Eſpagne, pourquoi n'en auroient-elles pas diſpoſé ?

Il eſt vrai qu'une nation indépendante peut en général réclamer avec raiſon contre les loix qu'on lui impoſe. Mais ne peut-il pas ſe trouver des cas, où elle ne mériteroit pas d'être écoutée ? Si par une vanité mal entendue, les eſpagnols aiment mieux troubler toute l'Europe, que de ſouffrir le démembrement de leur monarchie, faut-il que toute l'Europe ſe ſacrifie à cette vanité ? N'eſt-ce pas pour avoir voulu conſerver l'Italie & les Pays-Bas, que l'Eſpagne s'étoit ruinée ? & n'étoit-ce pas l'aſſervir

que de la borner à elle-même & à ce qu'elle possédoit dans les Indes? Le traité de partage pourroit donc n'être pas injuste, quoique fait malgré les protestations de Charles II. Mais certainement c'étoit une injustice de disposer des états de ce prince, sans consulter les puissances intéressées. Or, Léopold, d'après les principes qu'on suivoit en Europe, avoit des droits à la succession entière. Son consentement étoit donc nécessaire. On ne l'obtint pas; & il ne restoit plus qu'à renoncer aux dispositions qu'on avoit faites, ou qu'à soutenir une injustice par la voie des armes.

On ne se fût pas trouvé dans cet embarras, si on eût fait le

traité de partage à Rifwyck : car alors le confeil de Madrid auroit donné fon confentement à ce qui auroit été réglé, ou s'il l'avoit refufé, les autres puiffances auroient pu l'y contraindre, fans s'expofer à aucun blâme. L'empereur, trop foible pour continuer la guerre, auroit été moins difficile, & fe feroit cru heureux d'affurer à un de fes fils l'Efpagne, les Indes & les Pays Bas. On pouvoit donc faire à Rifwyck le premier partage; on devoit même y faire le fecond, ou quelqu'autre; car il n'eût pas été prûdent de compter fur la vie du prince de Bavière, qui n'avoit que quatre à cinq ans. Mais parce qu'on ne prit ces mefures qu'après

avoir ſigné la paix, l'empereur ſe refuſa à toutes les propoſitions; & quand le dernier partage auroit eu lieu, il ſeroit au moins reſté une cauſe de guerre, puiſque Léopold conſervoit tous ſes droits.

Quelque intérêt qu'on eût à prévenir la guerre, la négociation des deux traités de partage avoit ſouffert bien des retardemens. On étoit convenu des articles; cependant on ne ſignoit pas, & l'Angleterre & la Hollande ſe rendoient ſuſpectes à la France par les délais qu'elles affectoient. Elles prenoient pour prétexte l'eſpérance d'obtenir enfin le conſentement de l'empereur; mais on pouvoit croire qu'elles négocioient moins pour con-

clure, que pour affoiblir le parti de la maiſon de Bourbon en Eſpagne, en faiſant connoître que Louis XIV ſongeoit à diviſer cette monarchie. La ſignature du ſecond traité de partage parut diſſiper ces ſoupçons.

Surpris qu'on diſpoſât de ſes états, lorſqu'il vivoit encore, Charles II porta ſes plaintes dans toutes les cours. Il ne pouvoit former que des plaintes. Sans argent, ſans forces, il ne trouvoit des reſſources ni dans ſon eſprit naturellement foible, & affoibli encore par les maladies, ni dans ſes miniſtres qui ſe conduiſoient par des vues contraires. Les intrigues, qui diviſoient la cour, communiquoient des im-

preſſions différentes au royaume entier ; & l'on s'agitoit de toutes parts dans l'attente d'un événement, auquel l'Eſpagne pouvoit moins contribuer qu'aucune autre puiſſance.

Cependant les vœux des eſpagnols étoient en général pour un prince de la maiſon de Bourbon. Ils ſe flattoient d'empêcher par ce moyen un démembrement qu'ils jugeoient déshonorant pour la monarchie. Ils étoient à la vérité offenſés du traité de partage ; mais leur haine tomboit toute ſur l'Angleterre & la Hollande; préſumant que Louis XIV renonceroit à ce traité, lorſqu'on offriroit la monarchie entière à ſon petit-fils. Les

vues de la plus grande partie du conseil de Madrid étoient conformes aux vœux de la nation ; & Charles, qui ne pouvoit consentir à la division de ses états, étoit disposé à donner l'exclusion aux princes de sa maison, parce qu'il les jugeoit trop foibles pour les conserver tout entiers.

N'osant néanmoins se décider par lui-même, il consulta son conseil, des théologiens, des jurisconsultes, des évêques & même le pape Innocent XII. Tous les avis, dit-on, furent uniformes & en faveur de la maison de Bourbon. Il fit donc un testament, par lequel il reconnut les droits du dauphin : voulant néanmoins prévenir la

réunion des deux monarchies, il appeloit à sa succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin; il le nommoit héritier de tous ses états, sans en excepter aucune partie, & sans démembrement; & il déclaroit que si ce prince n'acceptoit pas la monarchie entière, il la conféroit à l'archiduc Charles. Ce testament ne fut public qu'à sa mort, qui arriva un mois après, le premier novembre.

Quoique Charles II eût consulté, son testament ne paroît pas avoir été bien digéré. Si le duc d'Anjou comme il le reconnoît, a droit à toute la monarchie, il peut sans doute en abandonner une partie: comment donc le roi d'Espagne

peut-il déclarer qu'il n'en aura rien du tout, s'il ne l'accepte pas toute entière? & comment, dans cette ſuppoſition, peut-il la transférer à un autre?

Si par des renonciations ſolemnelles, la maiſon de Bourbon avoit perdu les droits qu'elle tenoit d'Anne & de Marie-Thérèſe d'Autriche, elle acquéroit de nouveaux titres par le conſentement des peuples d'Eſpagne aux diſpoſitions de Charles II. Elle pouvoit donc accepter le teſtament.

On peut même remarquer que ſi les puiſſances de l'Europe avoient jugé ſainement des choſes, la maiſon d'Autriche ſe feroit ſeule oppoſée à l'agrandiſſement de ſa rivale.

Le duc d'Anjou, pour être petit-fils de Louis XIV, en auroit-il été l'allié? feroit-il entré dans les vues de son grand-père, jusqu'à sacrifier les intérêts de sa couronne? en auroit-il été le maître? Supposons que Louis XIV eût régné en Espagne sous le nom de son petit-fils, sa puissance en devenoit-elle plus redoutable? Comme roi de France, il avoit besoin de la paix; il en avoit encore plus besoin comme roi d'Espagne. Cette seconde monarchie faisoit la fortune du petit-fils, & elle n'ajoutoit rien à celle du grand-père: elle étoit tout-à-fait épuisée; & son épuisement la rendoit d'autant plus foible, qu'elle étoit plus vaste.

Si les deux branches de la maison d'Autriche ne se sont pas toujours donné des secours, malgré les raisons qu'elles avoient d'être toujours unies, pouvoit-on supposer qu'après la mort de Louis, les intérêts de deux couronnes cédant aux liens du sang, les deux branches de la maison de Bourbon ne formeroient qu'une seule & même puissance? Certainement de quelque maison que fût le roi d'Espagne, il devoit rechercher l'alliance de l'Angleterre & de la Hollande; & il ne pouvoit pas regarder comme son allié naturel une puissance, qu'il bornoit au nord & au midi.

L'Europe n'en jugeoit pas ainsi. Accoutumée à craindre l'ambition

de Louis XIV, elle la craignoit encore, lorſqu'elle n'étoit plus à redouter ; & elle voyoit toujours le fantôme de la monarchie univerſelle. Il lui ſembloit que l'agrandiſſement des Bourbons étoit l'agrandiſſement de la France même, & donnoit de nouvelles forces à cette monarchie. Aveuglée par ce préjugé, elle ne devoit pas ſouffrir que cette maiſon recueillît toute la ſucceſſion du roi d'Eſpagne. Si Louis acceptoit le teſtament, il armoit donc toute l'Europe contre lui. Il trouvoit auſſi des inconvéniens à s'en tenir au traité de partage.

Le roi Guillaume, en agitant l'Europe, n'avoit jamais eu que

des vues particulières. Lorſque ſon intérêt fut de ſuſciter des ennemis à la France, il forma cette grande alliance, à laquelle il perſuada d'aſſurer à la maiſon d'Autriche toute la ſucceſſion du roi d'Eſpagne. Pour y réuſſir, il imprima la terreur du nom de Louis XIV, & parce que dans la frayeur on juge mal des objets, l'Europe ſe groſſit le danger dont elle ſe crut menacée; & elle ne vit pas celui auquel elle s'expoſoit, en rendant aux deſcendans de Charles-Quint une puiſſance qu'elle avoit eu tant de peine à détruire. On ſe propoſoit d'établir l'équilibre; & on ne s'appercevoit pas, que ſi l'on réuſſiſſoit, on porteroit tout d'un baſſin dans l'autre.

A force de dire qu'il étoit tems d'abaiſſer la maiſon de Bourbon & d'élever la maiſon d'Autriche, on ne ſe faiſoit plus d'autres idées, on ne formoit plus d'autres projets. Mais Guillaume qui avoit donné ce préjugé, ne l'avoit pas pris ; il penſoit d'après ſes intérêts, & comme il avoit changé, il s'étoit fait un nouveau plan. Depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il vouloit la paix. Il lui importoit peu que la France acquît les royaumes de Naples & de Sicile & d'autres provinces. Peut-être penſoit-il qu'elle n'en ſeroit pas plus puiſſante. Je dis *peut-être*, car on croit communément qu'un prince eſt plus puiſſant, lorſqu'il a plus d'états. C'eſt

un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit.

Le traité de partage étoit l'ouvrage du roi Guillaume. Ce n'est qu'à regret que l'Angleterre & la Hollande avoient consenti à l'agrandissement des Bourbons. Les obstacles, qu'elles avoient opposés, avoient fait traîner la négociation ; & depuis que le traité avoit été signé, on n'avoit pris, ni voulu prendre aucune mesure pour en assurer l'exécution.

Si Louis XIV s'en tenoit au traité de partage, il ne pouvoit donc attendre aucun secours d'Angleterre ni des Provinces-Unies. Mais au moins il ne devoit pas craindre qu'elles prissent les armes, pour

empêcher l'exécution d'un traité qu'elles avoient ratifié. Elles vouloient la paix, elles en avoient besoin pour se rétablir ; il n'est pas vraisemblable, que sacrifiant leur repos à l'ambition de Léopold, elles voulussent s'épuiser encore pour assurer à un fils de ce prince toute la monarchie d'Espagne. On doit donc présumer que la France n'auroit eu pour ennemi que la maison d'Autriche, au lieu qu'elle armoit toute l'Europe, si Louis XIV acceptoit le testament. Dans le premier cas, elle pouvoit se promettre des succès ; dans le second, elle avoit tout à redouter.

Aussitôt que l'ambassadeur d'Espagne eut communiqué le testa-

ment de Charles II, le roi assembla son conseil. L'avis du marquis de Torci, secrétaire d'état au département des affaires étrangères, fut d'accepter le testament. Le duc de Beauvilliers, persuadé que ce parti causeroit une guerre capable de ruiner la France, opina pour le traité de partage. Le chancelier Pontchartrain, ayant résumé les raisons de part & d'autre, n'osa prononcer, & conclut que le roi seul, plus éclairé que ses ministres, pouvoit décider. Le dauphin parla peu : jugeant en père qui s'intéresse à son fils, il se déclara pour le testament ; & Louis, comme le dauphin, ne fut que père. Cependant il auroit dû penser qu'il étoit

roi, que ſon royaume étoit épuiſé, qu'il l'avoit lui-même ruiné pour en reculer les frontières, & qu'il étoit injuſte de le ſacrifier encore à l'agrandiſſement de ſa maiſon. Enfin le duc d'Anjou fut déclaré roi d'Eſpagne ſous le nom de Philippe V. Il partit pour Madrid, & fut reconnu ſans obſtacles dans toute la monarchie eſpagnole.

Le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux quoiqu'offenſés de l'infraction du traité de partage, ne ſe déterminèrent pas d'abord à déclarer la guèrre à la maiſon de Bourbon. Ils reconnurent même Philippe V. Les intérêts de leur commerce, le repos dont ils ſentoient le beſoin, l'incertitude où

ils étoient des alliés, sur lesquels ils pouvoient compter, & des secours qu'ils en pourroient retirer; tout demandoit qu'ils ne prissent pas leur résolution à la hâte. Ces raisons firent commencer une négociation à la Haye. Mais la France & l'Espagne eurent lieu de juger qu'on ne cherchoit qu'à gagner du tems; & qu'après avoir obtenu une chose, on en demanderoit bientôt une autre. Car on ne leur laissoit pas ignorer qu'on se réservoit d'expliquer & d'étendre dans la suite les premières propositions qu'on leur faisoit. Or, cette manière de négocier est tout au moins suspecte; & d'ailleurs il est étrange de demander une réponse positive

à

à des propositions, qu'on reconnoît n'avoir pas encore expliquées, ni exposées dans toute leur étendue. Cette négociation finit le 7 septembre 1701, par un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux.

L'objet de cette confédération se bornoit à procurer à la maison d'Autriche une satisfaction en dédommagement des droits qu'elle avoit sur l'Espagne. Elle ne portoit donc pas ses prétentions aussi haut que la ligue d'Augsbourg. Cela seul fait voir que le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux s'engageoient à regret dans une nouvelle guerre, & qu'ils l'entreprenoient avec une sorte de méfiance. Ils se voyoient

accablés de dettes ; ils sentoient combien il seroit difficile de mettre de nouveaux impôts sur des peuples, déjà trop surchargés : le parlement d'Angleterre, sur-tout, ne paroissoit pas disposé à donner des subsides. Guillaume, qui favorisoit les Whigs, étoit sûr de leurs suffrages : mais les Torys formoient un parti considérable & fort animé. Toute la nation chérissoit la paix, qu'elle commençoit à goûter : elle soupiroit après le rétablissement de son commerce ; & elle étoit alors bien moins effrayée de la puissance de la maison de Bourbon, que des nouvelles impositions qu'elle seroit obligée de payer.

La paix continuoit entre l'Empire

& la Porte. L'empereur paroiſſoit donc pouvoir ſoutenir cette guerre avec plus de ſuccès que les précédentes. Mais avec beaucoup de dettes, peu d'argent & des peuples pauvres, il étoit à charge à ſes alliés. Il continuoit d'aliéner les états d'Allemagne, en perſiſtant dans la réſolution de créer un neuvième électorat. Le plus grand nombre des princes paroiſſoit ne vouloir prendre aucune part à la ſucceſſion d'Eſpagne. Il ſe formoit même des intrigues & des ligues contre les entrepriſes de l'empereur. Il eſt vrai que Léopold fortifia ſon parti, en promettant de terminer le différent ſur le neuvième électorat à la ſatisfaction des princes;

mais les fecours qu'il attendoit de pareils alliés, étoient toujours incertains & fort coûteux.

Après la paix de Rifwyck, la France n'avoit pas défarmé comme les autres puiffances. Elle confervoit de grandes forces fur terre & fur mer; & elle étoit en état d'attaquer, lorfque la plupart de fes ennemis n'étoient pas encore préparés à la défenfe. Philippe V en poffeffion paifible de toute la monarchie d'Efpagne, commandoit à des peuples qui lui étoient dévoués. Les deux couronnes ne pouvoient manquer d'agir de concert, puifqu'un même intérêt les uniffoit. Elles avoient pour alliés l'électeur de Bavière, fon frère l'électeur de

Cologne, l'évêque de Munſter, le duc de Savoie, celui de Mantoue & le roi de Portugal.

Cependant elles ne pouvoient pas compter également ſur tous les alliés. Il étoit facile à l'empereur de gagner le duc de Savoie, qui étoit dans l'uſage de s'agrandir en paſſant tour-à-tour de l'alliance de la maiſon de Bourbon dans l'alliance de la maiſon d'Autriche. Si le roi de Portugal étoit d'abord entré dans l'alliance de Louis XIV, c'eſt qu'à l'avénement du duc d'Anjou, il n'avoit pas d'autre parti à prendre ; & il étoit évident qu'auſſitôt que l'Angleterre & la Hollande armeroient, il ſeroit de ſon intérêt de rechercher leur protection.

L'Eſpagne pouvoit peu pour ſa défenſe, & quelles que fuſſent les forces de la France, elles n'étoient pas proportionnées aux frontières des deux monarchies. Dès les premières campagnes elles devoient diminuer par les ſuccès mêmes, elles pouvoient ſe ruiner par des revers : & cependant où étoient les reſſources pour les rétablir ? Se flattoit-on d'en trouver dans l'épuiſement des peuples, dans le déſordre des finances ? Une autre cauſe de foibleſſe, dont le gouvernement ne s'appercevoit peut-être pas, c'eſt qu'on n'avoit plus d'auſſi grands miniſtres ni d'auſſi grands généraux. Au contraire, les ennemis s'étoient diſciplinés pendant la guerre qu'on

venoit de terminer à Rifwyck. Inftruits par leurs propres défaites, les hollandois & les anglois ne devoient plus être auffi faciles à vaincre: & les françois, fi fouvent vainqueurs, devoient naturellement s'être relâchés.

Si les forces de Louis XIV & de Philippe V n'étoient pas proportionnées à la défenfe des deux monarchies, fi encore elles ne pouvoient pas fe foutenir longtems, il en faut conclure que ces princes fe font engagés dans la guerre avec trop de confiance. Ils auroient pu l'éviter, en facrifiant l'Italie & les Pays-Bas, & en convenant de quelques réglemens pour diffiper les terreurs paniques, que

donnoit l'agrandiſſement de la maiſon de Bourbon. On a tout lieu de le croire, quand on conſidère les diſpoſitions des peuples de l'Empire. L'intervalle, écoulé depuis la pacification de Riſwyck, ne leur avoit pas permis d'oublier les maux qu'ils avoient ſoufferts ; ils en étoient encore accablés ; & ce n'eſt qu'avec une extrême répugnance, qu'ils pouvoient ſe déterminer à reprendre les armes. L'empereur auroit lui-même accepté la paix. Son ambition auroit cédé à l'impuiſſance de ſoutenir ſeul la guerre, & il ſe ſeroit contenté de la ſatisfaction dont ſes alliés ſeroient convenus. Mais puiſque Louis XIV & Philippe V vouloient conſerver la ſuc-

cession entière de Charles II, la guerre ne pouvoit plus s'éviter, & cependant ils entreprenoient au-delà de leurs forces.

Léopold avoit commencé les hostilités en Italie, lorsqu'il négocioit encore à la Haye avec le roi Guillaume. Il soutint seul la guerre pendant la première année. Le prince Eugène de Savoie, qui commandoit l'armée impériale, étoit entré par le Trentin, pour pénétrer dans le Milanès. Le maréchal de Catinat commandoit les troupes de France, sous les ordres du duc de Savoie que les deux rois avoient nommé généralissime.

Il s'agissoit d'empêcher le passage de l'Adige aux impériaux. Chose

difficile à cause de l'étendue de pays qu'il falloit garder. En effet, le poste de Carpi fut forcé le 9 juillet 1701; & le prince Eugène se vit maître de tout le pays entre l'Adige & l'Adda. Catinat qui recevoit continuellement des échecs, soupçonna le duc de Savoie d'intelligence avec les ennemis. Mais la cour de Versailles, qui rejeta ces soupçons, le rappela, & envoya le maréchal de Villeroi pour le remplacer.

Contre l'avis de Catinat, qui n'avoit pas encore quitté l'armée, Villeroi voulut livrer bataille aux ennemis, qui étoient campés à Chiari. L'entreprise étoit téméraire, & quand elle eût réussi, on n'en

eût tiré aucun avantage. Les françois furent défaits. Cette action se passa le 1 septembre. Le courage que montra le duc de Savoie, parut dissiper les soupçons qu'on avoit formés.

Le 16 du même mois, mourut à S. Germain en Laye Jacques II; & Louis XIV reconnut pour roi d'Angleterre, le prince de Galles son fils, qui prit le nom de Jacques III. Il eut bientôt lieu de se repentir d'une démarche imprudente, qui pouvoit soulever les anglois contre la France, & qui bien loin d'être utile au jeune prince de Galles, devoit plutôt lui nuire.

Guillaume III s'en applaudit. Il ne douta plus d'obtenir des subsi-

des, lorſqu'il vit les reſſentimens de la nation éclater contre un prince étranger, qui prétendoit lui donner un roi. Il repréſenta cette entrepriſe comme un attentat, qui intéreſſoit la religion proteſtante, la tranquillité préſente & future, & la liberté de la nation. Il exagéra la puiſſance de la maiſon de Bourbon, qui après s'être affermie ſur le trône d'Eſpagne, entreprendroit de rétablir un prince papiſte ſur celui d'Angleterre. Il fit craindre que le commerce ne fût ruiné par l'union de la France & de l'Eſpagne, ſi on ne ſe hâtoit de troubler ces deux monarchies & de les abattre, avant qu'elles euſſent eu le tems de déployer toutes leurs forces.

Enfin il montra dans l'Amérique des conquêtes faciles, & capables de dédommager des frais de la guerre.

Les deux chambres entrèrent dans ſes vues. Jugeant qu'il étoit de leur intérêt de ſoutenir les droits de la maiſon d'Autriche, elles ordonnèrent qu'on leveroit quarante mille hommes. Le roi ayant encore demandé dix mille hommes pour un débarquement, ils lui furent accordés. Il fut même réſolu de ne point faire la paix, juſqu'à ce que la nation eût reçu ſatisfaction de l'offenſe que Louis lui avoit faite, en reconnoiſſant le prétendu prince de Galles.

La ſaiſon d'entrer en campagne

approchoit, quand le roi Guillaume mourut, le 19 mars. Il avoit regné près de quatorze ans. On a dit qu'il étoit ſtadhouder d'Angleterre & roi des Provinces-Unies. C'eſt que le parlement d'Angleterre avoit ſi fort limité la prérogative royale, que Guillaume n'étoit proprement que le chef d'une république. Quoique les Anglois l'euſſent deſiré pour maître, ils lui témoignèrent peu de confiance. Ils parurent ceſſer de l'aimer, & ils lui firent eſſuyer bien des contradictions. Les hollandois, au contraire, lui montrèrent toujours le plus grand dévouement. Ils n'oublièrent jamais les ſervices qu'il leur avoit rendus dans la guerre de 1672. Ils portèrent même

ı reconnoiſſance juſqu'à lui ſacri-
er leur liberté : car en 1674, ils
éclarèrent en ſa faveur le ſtadhou-
érat héréditaire. Heureuſement
our les Provinces-Unies, il ne
ıiſſa point de poſtérité, & elles
ıpprimèrent une dictature, qu'elles
voient eu l'imprudence de rendre
erpétuelle.

La mort de Guillaume ne chan-
ea rien aux réſolutions qui avoient
té priſes. Anne, fille de Jacques II,
ıonta ſur le trône conformément
l'ordre de ſucceſſion que le par-
:ment avoit établi. Elle s'écarta
'autant moins du plan de ſon pré-
éceſſeur, qu'elle donna toute ſa
onfiance au duc de Marlborough,
.ıi étant auſſi avare qu'ambitieux,

avoit besoin des troubles pour s'enrichir & pour s'élever. Grand ministre, grand capitaine, il se vit bientôt à la tête des affaires & des armées. Ce changement dans le gouvernement présageoit à la France une guerre bien plus longue & bien plus ruineuse, que celle que Guillaume eût faite, s'il eût vécu.

# CHAPITRE II.

*De la Ruſſie, juſqu'au commencement du dix-ſeptième ſiècle.*

ON ſait ſuffiſamment l'hiſtoire des ſiècles barbares, quand on ſait qu'ils ont été barbares. Dans une ignorance profonde, remplis de préjugés abſurdes, livrés à des ſuperſtitions groſſières; ſans arts, ſans police, ſans mœurs; croupir dans un lâche repos avec un corps fait pour la fatigue, ou ſe battre comme des bêtes féroces, & n'apprendre jamais la guerre; tour-à-tour fuir, piller, commettre toutes ſortes de cruautés; ne compter que

ſur le nombre, ne connoître ni courage ni vertu; enfin être eſclave, ſans être ſoumis : voilà ce qu'ont été les Ruſſes juſqu'au dix-ſeptième ſiècle. Il n'importe donc pas de ſavoir avant cette époque, les événemens de ce vaſte empire, qui s'étend d'Occident en Orient environ deux mille lieues. En étudiant la géographie, ne conſidère-t-on pas quelquefois combien il y a peu de peuples qui méritent d'être connus, & parmi ces peuples combien peu d'hommes, & parmi ces hommes combien peu de princes ?

La famille qui régnoit à Moſcou, s'étoit éteinte, & la Ruſſie avoit été déchirée par des guerres, lorſqu'en 1613 les Ruſſes eurent

fin la liberté de ſe choiſir un
aître. Ils le prirent dans la famille
Romanow, alliée par les femmes
x czars précédens. Michel Féo-
rowitz, c'eſt ainſi que ce prince
nommoit, n'avoit que quinze
s, & vivoit avec ſa mère, Marie-
onomaſie, alors religieuſe dans
couvent à Uglits. Marie ſe refuſa
abord aux vœux de la nation,
aignant pour ſon fils les malheurs
trône; mais elle ſe rendit lorſ-
'un évêque eut aſſuré avoir eu
e révélation qui confirmoit ce
oix. Michel fut proclamé & ſigna
e capitulation, par laquelle il
omit de protéger la religion,
ne point faire de loix nouvelles,
ne rien changer aux anciennes,

& de n'entreprendre point, sans le consentement du sénat, ni de mettre des impôts, ni de faire la guerre, ni de faire la paix. Les Russes, ou plutôt les sénateurs saisirent l'occasion d'avoir quelque part dans le gouvernement. Michel fut fidèle à ses promesses. Il mourut en 1645, & laissa le trône à son fils Alexis.

Alexis, surnommé Mikhaelowitz, c'est-à-dire, fils de Michel, n'avoit alors que seize ans. Il s'attira d'abord la haine publique par la conduite des ministres, auxquels il confia l'autorité. Il fut ensuite aimé & respecté, lorsqu'il gouverna par lui-même. Il est le premier czar qui paroisse s'être apperçu de l'i-

orance de ses peuples. Il connut
'il falloit leur donner des loix,
; arts & des connoissances. Il
orisa le commerce, il établit
lques manufactures; il fit tra-
re plusieurs livres qui traitoient
arts & des sciences. Sans égard
ır le préjugé, qui défendoit toute
nmunication avec les nations
ıngères, il attira des étrangers
ruits & laborieux. Il peupla des
vinces auparavant désertes. C'est
; son règne que les Russes com-
cèrent à se faire connoître aux
cipales puissances de l'Europe
le l'Asie, car jusqu'alors ils
ıient guère connus que des
les avec qui la guerre les met-
en relation. Des ambassadeurs

chinois, perſans & autres vinrent à Moſcou, & Alexis en envoya pour la première fois en France & en Eſpagne. Il eſt à remarquer qu'il refuſa de recevoir l'envoyé de Cromwel, déclarant qu'il ne reconnoîtroit jamais ce prétendu protecteur de l'Angleterre. Il formoit le projet d'avoir des flottes ſur la mer Noire & ſur la mer Caſpienne, lorſqu'il mourut en 1676.

Il laiſſa trois fils, Féodor, Ivan ou Jean & Pierre : tous trois, conformément à l'uſage, ſurnommés Alexiowitz. Le premier, âgé de ſeize ans, monta ſur le trône, & régna juſqu'en 1702, qu'il mourut. Il ſuivit les traces de ſon père, accueillant les étrangers, proté-

geant le commerce, les ſciences & les arts, & travaillant à réformer les mœurs de ſes ſujets. On prétend que dans le deſſein de n'avoir égard qu'au mérite, il brûla tous les titres des nobles. Mais il étoit trop jeune, il régna trop peu pour produire une révolution.

De ſes deux frères, dont l'un ıvoit treize ans, & l'autre dix, il voit préféré le cadet pour ſon ıcceſſeur, parce qu'Ivan étoit galement foible d'eſprit & de orps. Or, les czars ont droit ou ınt dans l'uſage de déſigner dans ur famille celui qui doit leur ccéder. Pierre fut donc reconnu ır les boyards : c'eſt ainſi qu'on ımmoit alors les ſénateurs & les ıncipaux de la nation.

Sophie, sœur de ces deux princes, s'étoit flattée de régner sous le nom d'Ivan son frère. Cette femme ambitieuse, voyant ses espérances déçues, intrigua. Elle gagna les strélitz, corps de troupes qui pouvoit tout à Moscou, comme autrefois les gardes prétoriennes à Rome. Elle causa de grands troubles. Mais enfin elle fit associer Ivan à Pierre, obtint la régence & régna.

Sophie se conduisoit par les conseils du prince Basile Gallitzin, lithuanien d'origine, & de la maison des Jagellons, qui avoient occupé le trône de Pologne pendant près de deux cens ans. N'osant attenter à la vie du czar Pierre, qui étoit

cher

cher au peuple, cette princesse & ce ministre songèrent à l'écarter au moins du trône. Dans cette vue, ils se hâtèrent de marier le czar Ivan ; & ils se flattoient de conserver toute l'autorité, si ce prince, qui étoit d'une santé foible, laissoit un fils après sa mort.

Cependant ils ne donnoient aucun soin à l'éducation de Pierre ; au contraire, ils mettoient auprès de lui de jeunes débauchés, qui le portoient à des excès de liqueurs fortes, capables de ruiner la santé & d'affoiblir l'esprit. Ce jeune prince se livroit à ces excès ; la force de son tempérament paroissoit l'y inviter : heureusement cette même force le garantit en partie

des maux qu'il se préparoit. Nous disons *en partie :* car les débauches de son enfance tournèrent en habitude, & souillèrent sa vie.

Il y a des ames qui croupissent lâchement dans les vices où elles ont été poussées : ce n'est pas qu'elles se trouvent bien, c'est qu'elles n'ont pas la force de se mettre mieux. Il y en a d'autres qui font des efforts, & qui se dégagent quelquefois : c'est qu'elles sentent ce qui leur manque. Pierre, dans les excès auxquels il se livroit avec le plus de plaisir, n'étoit pas content. Il cherchoit quelque chose qu'il ne trouvoit pas parmi ses jeunes débauchés : il sentoit un besoin qu'il ne pouvoit pas s'expli-

quer : il lui falloit un homme
vertueux.

Dans les troupes étrangères qui
toient alors au service de la Russie,
l y avoit un officier gênevois, qui
e nommoit le Fort. Pierre, qui
'avoit encore que onze ans, le
emarqua, causa avec lui, le goûta,
ui donna un emploi qui l'appro-
hoit de sa personne, & voulut
pprendre de lui à faire l'exercice.
lus il connut cet homme sage &
clairé, plus il lui donna sa con-
ance. Tantôt il faisoit l'exercice
vec lui; tantôt il conduisoit avec
ui, sur un lac, une barque, consi-
uite comme un vaisseau de guerre;
: le Fort ne laissoit pas échapper
occasion de lui faire comprendre

que la vraie manière de régner n'étoit pas celle des czars.

L'empereur Léopold, la république de Venise & la Pologne, alors ligués contre les Turcs, follicitoient la cour de Moscou à faire une diversion en Crimée, afin de rappeler de ce côté les Tartares, qui faisoient en Hongrie la principale force de la cavalerie ottomane. Cette négociation n'avançoit point, de sorte que les czars ne prirent part à cette guerre qu'en 1687, lorsque Jean Sobieski eut offert de leur céder, en son nom & en celui de la république, toutes ses prétentions sur l'Ukraine & sur le duché de Smolensko.

Les partisans de Pierre lui avoient

onné pour premier miniſtre Boris
ſallitzin, parent & ennemi du
avori de Sophie. C'étoit un homme
dèle, intègre & zélé. Dans le
eſſein d'éloigner ſon rival & d'en
ompre toûtes les meſures, il lui
it donner le commandement des
armées qui devoient agir en Cri-
mée. Baſile Gallitzin n'oſa refuſer,
de peur de ſe rendre ſuſpect.

La Crimée eſt cette preſqu'île que les anciens ont nommée Cherſonèſe-Taurique. Baſile Gallitzin y marcha avec confiance, parce qu'il comptoit ſur le nombre de ſes troupes ; mais ſes troupes connurent bientôt qu'elles ne devoient pas avoir la même confiance en leur chef. En effet, il les engagea dans

des déserts, où elles ne purent ni agir ni subsister, faute de vivres & de fourrages. Gallitzin rejeta le mauvais succès de cette campagne sur l'hetman ou chef des Cosaques, qui fut déposé & envoyé en Sibérie.

Il y avoit alors en Ukraine, pays des Cosaques, un gentilhomme polonois nommé Mazeppa. Il y étoit arrivé nu & lié sur un cheval fougueux, & à demi-mort de faim & de fatigue. Les Cosaques lui donnèrent des secours : il se fixa parmi eux : il se distingua dans les courses qu'ils faisoient contre les Tartares ; & ce fut lui qu'ils choisirent pour hetman ou prince d'Ukraine, avec l'agrément de la cour de Moscou. L'aventure qui

.t ſa fortune & qui devoit faire
à perte, avoit été l'effet de la
'engeance d'un ſeigneur polonois
|u'il avoit offenſé. Cet homme
ouera un role dans l'hiſtoire de
'ierre Alexiowitz.

Il fallut faire de nouveaux pré-
aratifs contre les Tartares. On y
mploya plus d'un an. Baſile Gal-
itzin n'attendit pas qu'on lui offrît
e commandement des troupes. Il
e ſollicita dans l'eſpérance de r.-
arer ſa honte, & il l'obtint. Il
omptoit ſurprendre Précop, une
es principales places de Crimée.
l ſe trompa ; les ennemis furent
nformés à tems. Après un combat
ui ne fut point déciſif, il ſe laiſſa
muſer par une négociation, pen-

dant laquelle les forces des Tartares croiſſoient, & les ſiennes diminuoient par le défaut de ſubſiſtances. Il fallut donc ſonger à la retraite, après avoir perdu l'occaſion de vaincre. Il fit cependant une relation, où il s'attribuoit des ſuccès: mais il ne put tromper le czar Pierre. On l'accuſa même de s'être laiſſé corrompre par le kan des Tartares.

Ruiné dans l'eſprit du czar Pierre, il ne lui reſtoit que Sophie. Cette princeſſe partageoit vivement les mortifications de ſon favori: elle jugeoit que s'il perdoit ſon crédit, elle perdroit elle-même toute ſon autorité; & cependant elle ambitionnoit de partager le trône avec

lui. Impatiente d'assouvir sa passion, elle ne laissoit pas à son frère le tems de se saisir des rênes du gouvernement, & elle en médita la mort.

Elle avoit gagné Tekelavitaw, chef des strélitz. Déjà six cens de ces soldats, conduits par ce perfide, marchoient la nuit au château de Pebrackensko, où Pierre étoit depuis quelques jours sans aucune défiance. Heureusement deux strélitz, qui eurent horreur de ce crime, se dérobèrent, & coururent par des chemins détournés avertir le czar. Ce prince eut le tems de se sauver; & toute sa cour le suivit dans le monastère de la Trinité, où il se réfugia. Aussi-tôt il envoya

des lettres à Mofcou pour inviter les boyards, les fénateurs & les ftrélitz, qui n'avoient pas trempé dans la confpiration, à fe rendre auprès de lui. La nobleffe, le peuple, les foldats, tout le monde accourut: tous volèrent à la défenfe de leur prince. Il ne reftoit plus qu'à punir les coupables. Tekelavitaw périt fur la roue. On enferma Sophie dans un couvent. Bafile Gallitzin fut exilé à Kergapol pour y vivre & mourir dans la misère. Son fils & fes plus proches parens, fuivant la coutume de ce pays barbare, furent enveloppés dans fa difgrace, & le fuivirent dans fon exil.

Pierre régnoit enfin, c'eft-à-dire

qu'il étoit le maître d'un vaste empire : mais cette manière de régner ne le contentoit pas. Il portoit envie aux souverains, qui commandoient à des hommes dans de petits états. Tout étoit à créer pour lui ; il se flatta de créer.

Cependant les préjugés, sur-tout lorsqu'ils tiennent aux mœurs, sont difficiles à détruire. Il semble que ce ne puisse être que l'ouvrage du tems, & qu'une autorité absolue, telle que celle du czar, devoit même échouer. Aussi se proposa-t-il de tenter la réforme de ses peuples, moins par la force des loix, que par son exemple. C'est, en effet, par des exemples que les souverains peuvent changer facilement les

mœurs d'une nation ; & ils ne les changent que trop facilement, quand ils en donnent de mauvais.

Occupé de ses vastes projets, le czar s'en entretenoit souvent avec le Fort, le seul homme qui pût en effet lui donner des lumières, & contribuer au succès de ses desseins. Il lui ordonna de former une compagnie de cinquante hommes, afin d'avoir d'abord un modèle, pour former ensuite le reste de ses troupes.

Peu de jours après, le Fort parut à la tête de cette compagnie, presque toute composée d'étrangers. Il lui fit faire l'exercice sous les fenêtres du czar, qui ne s'étoit pas attendu à jouir si-tôt de ce spectacle.

tacle. Ce prince, enchanté, voulut servir dans cette compagnie, & ayant été fait tambour, il en prit l'habit, & battit la caisse. Il resta quelque tems dans cet emploi, vivant de sa paye, couchant sous une tente, & déclarant à son capitaine qu'il ne vouloit avancer de grade en grade, qu'autant qu'il le mériteroit. Il tint parole. C'est ainsi que Pierre descendoit du trône, pour donner à ses sujets l'exemple de la subordination & de la discipline.

La compagnie de le Fort devint bientôt un régiment de plusieurs bataillons. Ce fut l'école d'où l'on tiroit les meilleurs sujets pour former d'autres troupes : & dans la vue

de hâter les progrès de la discipline militaire, le czar assigna des sommes considérables en Hollande, en Angleterre & à Genêve, pour les officiers qui voudroient passer à son service. Cependant le désordre de ses finances étoit un obstacle à l'exécution de ses desseins. Il y pourvut & remédia aux abus que le Fort lui fit connoître.

Vers ce tems, commença la fortune d'Alexandre Mentzikof, que Pierre éleva dans la suite aux premiers emplois. C'étoit un garçon pâtissier, né de pauvres paysans sur les bords du Volga. Un jour qu'il passoit dans les rues de Moscou, en criant ses petits pâtés, le czar, qui étoit à table, eut la

curiosité de le faire appeler. Il lui trouva de la physionomie, il l'interrogea ; il fut content de ses réponses, & il le mit aussi-tôt dans la compagnie de le Fort, auquel il le recommanda. Mentzikof ne tarda pas à se distinguer ; & dans peu d'années il acquit la confiance de son maître.

Depuis les mauvais succès de Basile Gallitzin, la cour de Moscou ne paroissoit plus penser à la Tartarie. Les troubles dont elle avoit été agitée, & les soins dont s'étoit occupé le czar, n'avoient pas permis de s'engager dans une guerre, qui demandoit de grands préparatifs. Les Turcs surent tirer parti de cette inaction. Ils persuadèrent

aux Polonois qu'elle étoit l'effet d'une négociation secrette; que le czar étoit au moment de faire la paix avec la Porte; & qu'il se proposoit de déclarer la guerre à la Pologne. Les Tartares de leur côté employoient de semblables moyens, pour rendre les Polonois suspects aux Russes.

Ces intrigues semèrent la mésintelligence parmi les alliés. La république de Pologne craignant quelqu'entreprise de la part de la Russie, ne donna plus les mêmes secours à l'empereur; & le czar ne vouloit pas recommencer la guerre contre les Tartares, dans une conjoncture où il croyoit devoir se méfier des Polonois. Cependant

les Turcs aſſembloient toutes leurs forces en Hongrie, & ne craignoient point de diverſion; lorſque le baron de Gurtz, que Léopold envoya à Varſovie & à Moſcou, diſſipa tous les ſoupçons, & détermina le czar à reprendre les armes.

Pierre ſe propoſa la conquête d'Aſoph. Cette ville, ſituée ſur la rive gauche du Don, autrefois nommé Tanaïs, devoit lui ſervir de rempart contre les Turcs; & comme elle le rendoit maître des Palus-méotides, il pouvoit encore porter l'effroi juſques dans Conſtantinople. Mais il falloit des vaiſſeaux, & les Ruſſes ſavoient à peine conſtruire des barques. Le czar ne déſeſpéra pas d'avoir une flotte;

il fit travailler des étrangers à Woronefch, ville fituée fur la Woronefch, rivière profonde, qui fe jette dans le Don, & qui eft entourée de grandes forêts.

Impatient de commencer la guerre, il n'attendit pas que fes vaiffeaux fuffent conftruits, il ouvrit la campagne au commencement de 1695, & mit le fiège devant Afoph; ou plutôt il y fervit fous les ordres du général Schérémétof, car il n'étoit encore que colonel d'un régiment. Mentzikof fe voyoit déjà dans la plus grande faveur. Compagnon des plaifirs & des débauches de fon maître, il eut affez de crédit pour faire répudier la czarine qui lui reprochoit fa

conduite. Cette princeſſe, qui avoit donné un fils au czar, fut enfermée dans un couvent.

Les ſecours qu'Aſoph recevoit par l'embouchure du Don, ne permirent pas de ſe rendre maître de cette place. Après la priſe de quelques forts, le czar mit ſes troupes en quartier d'hiver. Il ſe rendit enſuite à Woroneſch, pour hâter la conſtruction de ſes vaiſſeaux; & il lui arriva des ingénieurs qu'il avoit demandés à l'empereur, à l'électeur de Brandebourg & aux Etats-Généraux.

L'année ſuivante, ſa flotte mit à la voile ſous les ordres de le Fort, grand-amiral. Quoiqu'elle ne fût compoſée que de deux petits

vaiſſeaux de guerre & de quelques bateaux longs, elle ferma l'embouchure du Don aux ennemis, & Aſoph, ne recevant plus de ſecours, fut forcée de capituler. Pierre fit fortifier cette place ſur les deſſins des ingénieurs étrangers qu'il avoit avec lui. Au mois de janvier de cette même année, mourut le czar Ivan. Quoique ce prince fût foible, il ſut toujours réſiſter à toutes les intrigues, qu'on mit en œuvre pour l'oppoſer à ſon frère.

Pierre voulant exciter l'émulation des ſoldats, & les attacher de plus en plus à la diſcipline, fit tout préparer pour une entrée triomphante. L'armée s'étant raſſemblée à un mille de Moſcou, les généraux

à la tête des corps qu'ils avoient commandés, entrèrent au son des inſtrumens & des voix qui chantoient leurs louanges. Mais le czar, qui n'étoit pas général encore, reſta confondu dans la foule : il n'en fut que plus remarqué.

En 1697, la priſe de Précop, précédée de deux victoires, donna lieu à de nouvelles réjouiſſances. Cependant Sophie, du fond de ſon couvent, tramoit une nouvelle conſpiration. Elle animoit les boyars & les ſtrélitz contre la réforme, en ſe prévalant de leurs préjugés. Les Ruſſes voyoient avec indignation, que Pierre eût ordonné à pluſieurs perſonnes de ſa cour de voyager dans les pays étrangers,

& qu'il eût résolu de faire lui-même de pareils voyages. Ils étoient surtout offensés du bruit qui couroit, qu'on vouloit les forcer à couper leur barbe, ce qu'ils regardoient comme le plus grand affront qu'on leur pût faire. Voilà les principaux motifs d'un parti, qui se proposoit de mettre Sophie sur le trône, après avoir assassiné le czar. La conspiration fut découverte. Pierre punit les plus coupables, & ménagea néanmoins le sang de sa sœur, se contentant de la faire observer de plus près.

Des victoires, des places fortifiées, une flotte & une armée, commandée par le général Schem, prussien, défendoient suffisamment

les frontières contre les Tartares, à qui la Porte ne pouvoit plus envoyer de secours : car les Turcs avoient besoin de toutes leurs forces contre les vénitiens & contre les impériaux, qui avoient eu de grands avantages sur eux. Les trésors du grand-seigneur étoient épuisés, & ses provinces dépeuplées étoient encore ravagées par la peste. Rien n'étant donc à craindre au-dehors pour la Russie, & la conspiration, découverte & dissipée, assurant la tranquillité au-dedans, le czar crût avoir trouvé le moment de voyager pour étudier les usages, les mœurs, les loix & les arts des peuples policés de l'Europe. Il prit néanmoins toutes les précautions

néceſſaires pour prévenir de nouveaux troubles, il fit partir pour différens voyages les ſeigneurs qu'il jugea les plus capables de remuer, & leur preſcrivit le genre d'étude auquel ils devoient s'appliquer. Il écarta les ſtrélitz, qu'il répandit ſur les frontières de Lithuanie, afin d'appuyer le parti d'Auguſte, électeur de Saxe, contre celui du prince de Conti. Ces deux princes avoient été élus rois de Pologne le même jour au mois de juin 1697. Il laiſſa, ſous les ordres du général Gordon, écoſſois, le corps de ſes gardes pour veiller à la ſûreté de Moſcou. Ces troupes, qui étoient originairement la compagnie de le Fort, ſont ce qu'il avoit de mieux diſ-

tipliné. Presque toutes composées d'étrangers, elles montoient alors au-delà de douze mille hommes. Enfin il confia la régence à Léon Nariskni son oncle, à Boris Gallitzin & au boyar Procoroski.

Après avoir fait toutes ces dispositions, il sortit de ses états, confondu dans la suite de ses ambassadeurs, l'amiral le Fort, Alexis Gallovin, gouverneur de Sibérie, & Vonitsin, diak ou secrétaire d'état. Mentzikof, son favori, qu'il avoit fait chambellan, le suivit. On remarquoit encore dans cette ambâssade le fils du roi de Géorgie, qui ayant été détrôné par ses sujets, avoit cherché un asyle & des secours en Russie.

L'ambaſſade accompagnée d'un grand cortege, prit ſa route par l'Eſtonie & la Livonie, provinces qui étoient alors à la Suède, & qui avoient été long-tems un ſujet de guerre entre les ruſſes, les ſuédois & les polonois. Le comte de Dahlberg, gouverneur de Riga, capitale de Livonie, fit recevoir les ambaſſadeurs avec diſtinction : mais il ne leur fit point de viſite, ſous prétexte qu'ils n'étoient pas envoyés à ſon maître. Il trouva même fort mauvais que le czar voulût viſiter les fortifications de cette ville. Quoique ce gouverneur n'eût pas tort, Pierre affecta de croire qu'on lui avoit manqué.

L'ambaſſade, ayant traverſé la

Courlande, se rendit dans la Prusse-brandebourgeoise. Frédéric III, électeur de Brandebourg, qui étoit alors à Kœnigsberg, la reçut avec un faste qu'il aimoit & qui le ruinoit. Ce faste n'étoit pas du goût du czar. Mais on buvoit à cette cour, comme on buvoit alors dans toutes les cours d'Allemagne; & quoique dans le vin Pierre fût sujet à des emportemens, il ne savoit pas résister à une passion, que l'éducation lui avoit donnée. Dans un de ces repas où il avoit bu avec excès, il tira l'épée contre le Fort. Il est vrai que, revenu à lui, il demanda pardon à son favori. *Je veux*, disoit-il, *réformer mes peuples, & je ne puis pas me réfor-*

*mer moi-même !* Pierre qui n'avoit alors que vingt-cinq ans, s'étoit déjà reproché bien des fois de ne pouvoir pas se corriger. Il se le reprochera encore.

Le czar eut sans cérémonie quelques conférences secrettes avec l'électeur de Brandebourg. Il partit ensuite pour Dantzick. Mais impatient de voir la Hollande, il devança ses ambassadeurs, & il se rendit à Amsterdam quinze jours avant eux.

A deux lieues de cette ville est Sardam, gros village, peuplé, riche, où l'on construisoit alors beaucoup de vaisseaux ; Sardam méritoit sa curiosité. Il y vint vêtu en pilote, comme un artisan qui

cherche de l'ouvrage, ou plutôt comme un payſan qui veut apprendre un métier. Il ſe fit inſcrire dans le rôle des charpentiers ſous le nom de Pierre Michælof. On l'appeloit communément, *Peterbas*, c'eſt-à-dire, maître Pierre. Il travailloit comme les autres ouvriers : il vivoit des mêmes nourritures. Quand on ſut que Peterbas étoit le czar, les ouvriers voulurent le traiter avec reſpect : mais ce n'étoit pas lui faire la cour : il fallut continuer de l'appeler Peterbas, & de le traiter en compagnon. Il apprit la conſtruction de toutes les parties d'un vaiſſeau : il devint excellent charpentier, bon pilote ; il prit quelque connoiſſance de géométrie, & il

fit un vaiſſeau de ſoixante pièces de canon.

Ne pouvant guère apprendre en Hollande que la pratique de ces choſes, il déſiroit d'aller en Angleterre pour en approfondir la théorie. Le roi Guillaume qu'il vit à la Haye, & qu'il vit ſans cérémonie, lui donna ſon yacht & deux vaiſſeaux de guerre pour paſſer à Londres. Le czar y vécut comme dans le village de Sardam. Il ſe perfectionna dans les mathématiques : il conſtruiſit, ſuivant la méthode angloiſe, un vaiſſeau, qui fut un des meilleurs voiliers : il donna ſon attention à tous les métiers, à tous les arts, il en démêla juſqu'aux plus petits détails : il

étudia l'aſtronomie, la phyſique, l'anatomie, il fit même des opérations de chirurgie.

Il engageoit à ſon ſervice des officiers, des mathématiciens, des ingénieurs, des matelots, des artiſans de toute eſpèce. Il ſavoit les choiſir lui-même. C'eſt ainſi qu'il faiſoit paſſer en Ruſſie les arts de l'Angleterre & de la Hollande. Schérémétof, ſon ambaſſadeur en Italie, parcouroit, dans le même deſſein, toutes les principales villes. Le czar au reſte avoit grand beſoin de tranſporter des étrangers inſtruits dans ſes états : car excepté le prince Sibirski, qui étoit ſon émule, les autres Ruſſes profitèrent peu de leurs voyages. Un comte Gollovin,

dont Pierre eſtimoit la valeur, paſſa quatre ans à Veniſe, à fumer ſans ſortir de ſa chambre, de peur de voir & d'apprendre quelque choſe.

La France n'entroit point encore dans le plan des voyages du czar, parce qu'il s'étoit déclaré contre le parti du prince de Conti. Il alla à Vienne pour étudier la diſcipline militaire des allemands; & pour ſe concerter avec l'empereur contre le Turc, leur ennemi commun. Il étoit ſur le point de paſſer à Veniſe, lorſqu'il apprit que les ſtrélitz s'étoient révoltés.

Ce n'étoit pas ſans murmures que les Ruſſes avoient vu leur ſouverain aller, hors de ſes états, chercher des connoiſſances & de

nouveaux usages. Ils se rappeloient la loi qui défendoit à leurs pères tout commerce avec les autres nations. Ils voyoient qu'on alloit proscrire leur barbe & leur robe longue; & ce qui les scandalisoit encore, c'est la permission que le czar avoit donnée à des anglois de débiter du tabac en Russie : car l'église russe en condamnoit l'usage comme un péché. Ceux des boyars, qui avoient les mêmes préjugés que le peuple, & ceux même qui ne les avoient pas, entretenoient ce mécontentement général ; parce qu'ils voyoient avec chagrin que des étrangers leur enlevoient tous les emplois.

Cette disposition des esprits donna

de nouvelles espérances à la princesse Sophie : & ses partisans répandirent tous les bruits, capables d'armer la superstition contre le souverain légitime. Cependant le peuple de Moscou, contenu par les troupes étrangères, n'osoit remuer. Mais les strélitz, répandus sur les frontières de la Lithuanie, s'étoient rassemblés ; & ils marchoient vers la capitale, conduits par les poppas ou prêtres, qui les avoient excités à la révolte. Les généraux Shein & Gordon, qui marchèrent au-devant d'eux, les défirent à quinze lieues de Moscou. Pierre arriva pour punir. Les châtimens furent terribles. Plus de deux mille strélitz furent exécutés à mort. Il dispersa

les autres dans les provinces désertes de son empire, & il abolit presque jusqu'au nom de ce corps redoutable.

Comme les bourreaux ne pouvoient pas suffire à tant d'exécutions, le czar avoit ordonné que chaque juge feroit l'exécuteur de sa sentence. Il abattit lui-même quatre-vingts têtes. Les seigneurs de sa cour en coupèrent sans répugnance ; & le Fort n'obtint qu'avec peine la permission de n'en pas couper. Quand on emploie de pareils moyens pour policer des peuples, il faut qu'ils soient bien loin encore de pouvoir être policés, & qu'on ait bien besoin de se policer soi-même.

Peu de tems après ces exécutions, au mois de mars 1699, mourut à Moscou l'amiral le Fort. Le czar fut vivement sensible à cette perte. A qui donnerai-je désormais ma confiance, s'écrioit-il, en répandant des larmes? j'ai perdu le meilleur ami. Il lui rendit les devoirs funèbres avec une pompe, qui prouva le cas qu'il faisoit de cet homme vertueux. Il le regrettoit d'autant plus, qu'il le perdoit précisément dans le tems où il lui auroit été le plus nécessaire: car il commençoit alors à s'appliquer principalement à la réforme de son peuple. Dans la vue d'accoutumer les boyars à passer par tous les grades, il n'étoit encore que lieutenant dans

un

un régiment ; & il venoit de se faire mousse, pour commencer l'apprentissage de matelot. Il n'étoit pas possible de se refuser à la discipline, dont le souverain donnoit l'exemple. Des régimens russes se formèrent sur le modèle des allemands, dont ils prirent l'exercice, & les habits courts & uniformes : en même tems des anglois & des hollandois préparoient tout à Voronesch pour la construction d'une flotte ; & l'ingénieur Perri, que le czar avoit amené de Londres, travailloit à la communication du Tanaïs avec le Volga.

Tout en Russie paroissoit prendre une nouvelle vie, mais c'étoit plutôt par le concours des étran-

gers, que par l'empressement des Russes à se prêter aux vues du czar. Ceux-ci s'attachoient à leurs usages, par la haine qu'ils avoient toujours conçue pour les autres nations; & la différence des vêtemens contribuoit à entretenir cette haine. Pierre jugea qu'il feroit avantageux qu'on ne pût pas distinguer à l'habillement un Russe d'un étranger. Voilà pourquoi il proscrivit les barbes, & les habits longs. La cour obéit : il n'en fut pas de même du peuple. Il fallut mettre une taxe sur les habits longs & sur les barbes, & couper la robe & la barbe à ceux qui ne vouloient pas payer.

Les Russes avoient emprunté quelques coutumes des peuples de

l'Asie. Les mariages s'y faisoient comme en Turquie & en Perse, où l'on ne voit celle qu'on épouse, qu'après que le contrat est signé. Pierre abolit cet usage. Afin d'adoucir les mœurs de ses sujets, il établit des assemblées, où les mères conduisoient leurs filles & où les hommes étoient obligés de se trouver. Il leur apprit comment ils devoient s'y comporter, & il leur dicta les loix de la bienséance & de la politesse. Enfin voulant donner de l'émulation à sa noblesse, il institua l'ordre de S. André.

Il crut devoir s'occuper encore de la réforme du clergé. Le patriarche, riche & puissant, avoit souvent abusé de son pouvoir. Les

évêques s'étoient arrogé le droit du glaive : & les poppas, toujours ignorans & souvent vicieux, entretenoient les superstitions & les vices du peuple. Le patriarche Adrien étant mort, Pierre abolit le patriarchat. Il établit un synode, pour veiller à la discipline ecclésiastique & à tout ce qui concerne la religion ; & ce synode le reconnut pour juge suprême. Ainsi sans prendre le titre de chef de l'église, il le devint en effet.

Les prêtres séculiers se marient en Russie ; il faut même qu'ils se marient au moins une fois, & les moines seuls sont obligés au célibat. Afin que ce célibat fût moins nuisible à la population du pays, déjà

trop dépeuplé, le czar ordonna qu'on n'entreroit dans les cloîtres qu'à l'âge de cinquante ans. Ses successeurs n'ont pas sans doute jugé ce réglement aussi nécessaire; puisqu'ils n'y ont pas tenu la main.

Les russes commençoient l'année au premier septembre. Pierre ordonna qu'elle commenceroit au premier janvier; & ce changement fut célébré par un jubilé au mois de janvier 1700. Le czar n'adopta pas la correction du calendrier, faite en 1582 par le pape Grégoire XIII, parce qu'alors les anglois la rejettoient. Depuis les anglois & tous les protestans l'ont adoptée. Aujourd'hui les russes s'en tiennent seuls au vieux style, & quand ils

comptent le premier janvier, nous comptons le onze.

Par le traité de Carlowitz, du 26 janvier 1699, la république de Pologne, l'empereur & les vénitiens avoient fait une paix avantageuſe, & impoſé des conditions dures à la Porte ottomane. Mais quoique le czar Pierre reſtât maître d'Aſoph, place importante qui pouvoit donner l'empire de la mer Noire, il n'avoit obtenu qu'une trève de deux ans, & il ſe voyoit en danger d'avoir à ſoutenir ſeul toutes les forces du grand-ſeigneur. Il ouvrit donc une nouvelle négociation, & il obtint une trève de trente ans : n'ayant alors plus rien à craindre de ce côté, il s'occupa

des projets qu'il formoit ſur la mer Baltique.

Le commerce par mer avec la Ruſſie ne ſe faiſoit que par Archangel. Il falloit tourner la Norwège, la Laponie, & entrer dans la mer Blanche qui étoit gelée la plus grande partie de l'année. Si, par conſéquent, le czar vouloit s'ouvrir un commerce plus facile, il lui importoit d'avoir des ports ſur la mer Baltique : or, il n'en pouvoit pas avoir, s'il ne conquéroit pas des provinces ſur les ſuédois. Il eſt vrai que la conjencture paroiſſoit favorable ; car le jeune roi, qui étoit ſur le trône de Suède, donnoit de lui des idées peu favorables. Pierre fit une ligue avec les

rois de Danemarck & de Pologne, & ces trois princes projetèrent d'enlever à la Suède toutes les provinces qu'elle possédoit au-delà de son continent.

Il semble que le czar voulant civiliser ses peuples, auroit dû se mêler moins dans les querelles de l'Europe. Il est vrai que pour avoir un commerce plus libre avec l'étranger, il avoit besoin d'acquérir des ports sur la mer Baltique, mais avant de penser à ce commerce, il falloit s'occuper des moyens de faire fleurir l'agriculture, & achever de policer ses peuples. Or, une trop grande communication avec l'Europe étoit moins propre à policer les russes, qu'à leur faire

prendre les vices des nations policées.

Il avoit encore mal pourvu à sa sûreté en abolissant jusqu'au nom des strélitz. Il devoit prévoir que la nouvelle garde qu'il avoit créée, s'arrogeroit le même pouvoir, & en abuseroit également, & penser qu'un prince n'est jamais plus puissant, que lorsqu'il n'a pas besoin de gardes pour être obéi. C'est donc le despotisme qu'il devoit abolir : il falloit apprendre aux russes à se donner des loix. Le czar n'y a pas pensé.

Il auroit pu observer dans l'histoire les avantages & les vices des différens gouvernemens, & c'est ainsi qu'il pouvoit chercher à

s'inſtruire. Les nations de l'Europe, mal gouvernées & corrompues, ne pouvoient que le jeter dans l'erreur. Leur politeſſe & leurs arts n'étoient pas ce qu'il falloit aux ruſſes. S'il y eût eu quelque part un pays bien gouverné, il eût été plus court de l'étudier. Le czar eût donc bien fait d'y aller, & les autres princes de l'Europe auroient dû y voyager à ſon exemple.

## CHAPITRE III.

*De la Suède, du Danemarck & de la Pologne, jusqu'à la fin du seizième siècle.*

CHRISTINE, fille unique du grand Gustave, monta sur le trône à l'âge de six ans, en 1632. Elle montra de bonne heure une passion singulière pour l'étude. Elle passoit les jours & les nuits à lire : & il n'y avoit point de sciences qu'elle ne voulût dévorer. Les savans en parloient comme d'un prodige de savoir : mais les savans parloient d'une reine. Ils admiroient qu'elle eût appris jusqu'à huit lan-

gues, & qu'elle les parlât presque toutes avec la même facilité. Il paroît cependant qu'un esprit, fait pour les vraies connoissances, doit apprendre moins de mots. Nous ajouterons même que jamais homme n'a su huit langues également bien, quoiqu'on en puisse savoir un plus grand nombre également mal. C'est même assez d'en savoir une, si savoir c'est entendre & parler avec goût : dans ce sens, on ne sait bien que sa langue, encore faut-il l'avoir beaucoup étudiée.

Christine recherchoit les savans avec la même passion qu'elle cultivoit les sciences. Elle auroit voulu les attirer dans ses états, ou du moins elle vouloit être en commerce

merce de lettres avec eux. Dans la liſte néanmoins de ceux qui ont mérité ſon attention, on trouveroit bien des noms aujourd'hui inconnus. Quoi qu'il en ſoit, ſon goût vif pour l'étude fut jugé d'un bon augure, parce qu'on préſuma qu'elle n'oublieroit pas d'apprendre la ſcience de régner.

Déclarée majeure à ſeize ans, elle gouverna par elle-même, aſſiſtant à tous les conſeils, travaillant avec ſes miniſtres, donnant audience à ceux des cours étrangères, liſant elle-même les dépêches de ſes ambaſſadeurs, ou s'en faiſant faire au moins le rapport. Cependant elle ne renonçoit pas à ſes études favorites. Il eſt vraiſemblable

qu'elle regrettoit les momens qu'elle étoit obligée de leur dérober. Son goût pour les lettres lui faifoit defirer le repos ; & elle vouloit la fin d'une guerre, qui ne lui permettoit pas de prodiguer fes bienfaits aux favans. Elle hâta donc la conclufion du traité de Weftphalie. Sans fes ordres abfolus, fes deux plénipotentiaires ne fe feroient jamais accordés, & le chancelier Oxenftiern auroit fait durer la guerre.

La paix donnée à l'Europe eft la plus belle partie de la vie de Chriftine : mais cette princeffe ne foutint pas long-tems la réputation qu'elle venoit d'acquérir; parce qu'avec beaucoup de ce qu'on appelle

efprit, elle avoit tous les caprices d'une tête mal faite, qui fe pique de philofophie, & fes caprices ruinoient l'état. Les finances fe diffipoient en livres, en tableaux, en ftatues, en meubles, en bijoux, en profufions faites fans difcernement aux étrangers, qu'elle attiroit auprès d'elle; en ballets, en fêtes, en magnificences de toute efpèce. On voyoit à fa cour, qu'elle vouloit rendre une des plus brillantes, des favoris qu'elle avoit enrichis, en aliénant les domaines de la couronne; de jeunes gens fans capacité, qui occupoient les premières charges à l'exclufion des anciens fénateurs; & parmi quelques hommes de mérite, beaucoup de pédans

hérissés de grec & de latin. Elle paroissoit régner pour ses fantaisies, plutôt que pour ses peuples. Cependant le trésor se trouvoit épuisé, on n'acquittoit pas les dettes contractées pendant la guerre : les troupes étoient mal payées, & la marine mal entretenue.

La conduite de Christine excita des murmures. Les grands & le peuple commençoient à se lasser de son gouvernement, & elle se lassa elle-même de régner. Embarrassée des rênes qu'elle tenoit mal, elle étoit encore vivement sollicitée à s'engager dans de nouvelles chaînes: la nation demandoit qu'elle se mariât. Mais le célibat, dans une vie privée, lui paroissoit préférable à la

couronne; parce qu'elle ne ſoupiroit qu'après le moment, où elle pourroit s'occuper ſans contrainte des ſciences qu'elle croyoit avoir appriſes. Il y avoit d'ailleurs entre les ordres de l'état, des ſujets de diſſention, qui lui faiſoient craindre de ne pas jouir d'un règne aſſez tranquille. Enfin elle étoit dégoûtée du climat de Suède, & elle deſiroit de vivre ſous un plus beau ciel. Elle étoit donc malheureuſe ſur le trône, & elle demandoit ſouvent en quoi conſiſte le bonheur. Ses ſavans auroient pu lui répondre, à régner autrement que vous ne faites : mais ils diſſertoient, & ſe perdoient en raiſonnemens; comme ces philoſophes grecs, qui cher-

choient le bonheur dans des siècles où toute la Grèce étoit misérable.

Dans les états assemblés en 1650, Christine fit connoître pour son successeur Charles Gustave, fils de Jean Casimir, comte Palatin du Rhin, & de Catherine fille de Charles IX, & sœur du grand Gustave. C'est ce prince que nous avons vu, à la tête des troupes suédoises, assiéger Prague en 1634. Il s'étoit flatté d'épouser la reine de Suède : mais elle avoit toujours éludé, & par sa dernière disposition, elle paroissoit avoir ôté à ses sujets tout prétexte d'exiger qu'elle se mariât.

Charles-Gustave se conduisit avec toute la circonspection possible,

vivant à la campagne, venant rarement à la cour, & paroiſſant moins deſirer de régner, à meſure qu'il approchoit plus du trône. Cependant il gagnoit l'affection des peuples, & les grands s'attachoient à lui. On continuoit donc de preſſer Chriſtine à choiſir un époux : c'étoit lui dire de ſe donner un maître dans Charles-Guſtave.

Ce fut alors qu'elle déclara le deſſein qu'elle formoit d'abdiquer depuis quelque tems. Elle chargea le grand-maréchal & le chancelier de faire connoître ſa réſolution au prince palatin, qui les chargea lui-même de l'engager à conſerver la couronne. Peut-être que conſidérant combien l'état étoit obéré,

il ne refusoit qu'afin de ne pas traiter avec la reine, qui auroit pu se réserver de trop grands revenus & de trop grands droits. Dans la supposition qu'elle vouloit sincérement abdiquer, il aimoit mieux attendre qu'elle eût déposé la couronne entre les mains des états. Le caractère de cette princesse & le mécontentement général de la nation pouvoient lui faire prévoir qu'elle seroit forcée à prendre tôt ou tard ce parti, & alors il étoit assuré d'obtenir le trône à des conditions moins désavantageuses.

Ce refus ne parut pas avoir fait changer le dessein que la reine avoit pris. Elle vint au sénat le 25 octobre 1651, & déclara sa volonté

ferme & irrévocable d'abdiquer entre les mains du prince Palatin. Il eſt naturel d'oppoſer de la réſiſtance à une pareille propoſition. On ne ſait jamais, ſi elle eſt bien ſincère : elle pourroit n'être qu'un piège, & on craindroit d'avoir mal fait ſa cour, ſi on paroiſſoit l'accepter trop facilement. Les ſénateurs s'y refuſèrent donc. Ils ſollicitèrent vivement Chriſtine à ne pas abandonner les rênes du gouvernement ; & ils firent bien, puiſqu'elle ſe rendit à leurs prières. Elle mit ſeulement pour condition qu'on ne lui parleroit plus de mariage, ce qui lui fut accordé.

Vers ce tems, un nouveau favori la dégoûta tout-à-fait des ſciences :

c'étoit un nommé Michon, médecin françois, qui se faisoit appeler Bourdelot, du nom de sa mère; parce que Bourdelot, son oncle maternel, avoit commenté du grec & du latin, & qu'un nom de commentateur étoit un titre dans cette cour: ignorant, même dans son métier, il crut donc qu'avec le nom de Bourdelot, il seroit bien accueilli. Il ne se trompa pas. Il eut en effet toute la confiance de Christine. Alors il lui persuada que les maladies, auxquelles elle étoit sujette, venoient uniquement de sa grande application à l'étude & aux affaires, & qu'elle rétabliroit sa santé, lorsqu'elle ne s'occuperoit que d'amusemens & de plaisirs. Il

jeta des ridicules sur les savans qui n'y prêtoient que trop ; & il n'oublia pas de lui dire que les françois méprisoient les femmes qui vouloient paroître savantes. Alors la reine laissa ses livres, reçut froidement les savans, ou même les écarta.

Bourdelot, vain, insolent & railleur, eut bientôt pour ennemis, les médecins, les gens de lettres & les grands, qui se voyoient obligés de faire la cour à un étranger, sans nom & sans mérite. Christine n'en fut que plus prévenue pour son favori. Elle en parloit comme du plus grand homme en tout genre. Elle le consultoit sur les affaires d'état : elle en raffoloit

au point, que dans ſes maladies, elle feignoit de ſe bien porter; ne voulant pas qu'on crût qu'elle pût être malade tant qu'elle auroit un ſi grand médecin.

Cependant Antonio Pimentel, envoyé d'Eſpagne, ſupplanta ce favori. Bourdelot ne fut plus qu'un homme fort commun, un mauvais médecin, & on le renvoya. Le miniſtre eſpagnol avoit gagné la confiance de la reine par des flatteries. Il louoit ſon eſprit, ſes connoiſſances, l'éclat de ſa majeſté, & il lui avoit rendu tout ſon goût pour les ſciences.

La légéreté de Chriſtine indiſpoſoit de plus en plus les ſuédois, à qui d'ailleurs la faveur de Piméntel

étoit odieuse, lorsque cette princesse déclara qu'elle ne reconnoissoit plus le duc de Bragance pour roi de Portugal, qu'elle le regardoit comme un usurpateur, & qu'elle vouloit que le résident de ce prince sortît de ses états. Cette démarche, qu'elle fit par complaisance pour le ministre espagnol, étoit trop contraire à la politique que la Suède avoit tenue jusqu'alors, pour ne pas offenser le sénat. Mais il se consola par l'espérance de se voir bientôt délivré du gouvernement d'une princesse aussi capricieuse. Car elle parloit alors d'abdiquer : elle y paroissoit tout-à-fait résolue ; & on n'étoit pas moins déterminé à la prendre au mot.

Le 21 mai 1654, quelques jours après avoir donné ſes ordres au réſident de Portugal, elle ouvrit à Upſal l'aſſemblée des états par un diſcours dans lequel elle déclara qu'elle abdiquoit la couronne. Après quelque réſiſtance qu'il convenoit de faire, on accepta ſon abdication ; & on lui aſſura un revenu de deux cent mille rixdales ſur des domaines qu'elle demandoit en ſouveraineté, & qu'on ne lui accorda qu'en apanage.

Avant d'abdiquer, elle avoit envoyé en Allemagne tout ce qu'elle avoit de plus précieux dans ſes palais : on aſſure qu'elle enleva pour plus de ſix millions d'effets, en pierreries, en bijoux, en tableaux,

en vaiſſelle d'or & d'argent, & en meubles de toute eſpèce. Elle ne laiſſa au nouveau roi que deux pièces de tapiſſerie & un mauvais lit.

Ne voulant avoir que des hommes à ſon ſervice, elle congédia toutes ſes femmes, & partit, traveſtie elle-même en homme. Elle franchit un petit ruiſſeau, qui ſépare la Suède du Danemarck, en s'écriant : *me voilà enfin en liberté & hors de Suède où j'eſpère ne retourner jamais*. Elle abjura le luthéraniſme, s'établit à Rome, & fit deux voyages en France & un en Suède. Mais le reſte de la vie de cette femme extraordinaire, qui n'avoit plus que le titre de reine, intéreſſoit peu

l'Europe, & ne doit pas nous intéresser davantage. Elle mourut à Rome en 1689. Elle a été louée par les gens de lettres, qui l'ont mise à côté des plus grands monarques : il eût mieux valu être loué par les paysans de Suède.

Lorsque Charles X voulut connoître l'état de ses finances, il trouva les revenus si engagés qu'il ne lui restoit que deux millions quatre cens mille livres; & cependant il étoit chargé de plus de trente millions de dettes, somme considérable pour ce tems-là, & sur-tout pour la Suède, où l'argent étoit rare. Afin de remédier à cet épuisement des finances, les états convinrent de réunir à la couronne

la quatrième partie du domaine, que Chriſtine avoit aliénée.

Comme les deſcendans de Sigiſmond, à qui Charles IX avoit enlevé la Suède, régnoient encore en Pologne, il y avoit toujours des ſujets de guerre entre ces deux couronnes, & Jean Caſimir V, alors roi de Pologne, venoit de proteſter contre les diſpoſitions de Chriſtine. Charles X, né pour la guerre, ne demandoit qu'un prétexte pour armer. Il craignoit de laiſſer amollir les ſuédois par un trop long repos: il étoit appelé en Pologne par un parti mécontent du gouvernement: ſaiſiſſant donc cette conjoncture, il conquit rapidement ce royaume; & pendant que Caſimir, aban-

donné de sa noblesse & de son armée, fuyoit en Silésie, il marcha contre l'électeur de Brandebourg, qui s'étoit rendu maître de la Prusse ducale, & eut encore des succès.

Mais la Pologne est aussi difficile à conserver, qu'elle est facile à conquérir. Les polonois reprirent les armes pour chasser les suédois. L'Europe, alarmée des progrès de Charles-Gustave, remua pour lui susciter des ennemis : le Danemarck arma contre lui. Les russes firent une diversion, & les tartares vinrent au secours des polonois. Casimir fut rétabli presque aussi vîte qu'il avoit été détrôné. Les suédois, enveloppés de toutes parts, périrent sous le fer de leurs ennemis.

Charles, qui étoit en Pruſſe, revint pour remporter une victoire inutile. Le froid & la diſette lui enlevèrent la plus grande partie de ſon armée.

Charles fit alors alliance avec l'électeur de Brandebourg & avec Ragotski, prince de Tranſilvanie. Les ſecours qu'il retira de ces alliés ne lui conſervèrent pas la Pologne. Dans l'impuiſſance de la défendre pour le moment, il ſe flatta de la pouvoir reconquérir, lorſqu'il auroit vaincu le roi de Danemarck. Il tourna donc ſes armes de ce côté, quoiqu'on fût dans le cœur de l'hiver. A la faveur des glaces, il ſe rendit maître de pluſieurs îles: & il menaçoit déjà Copenhague,

qui ne paroissoit pas en état de soutenir un long siege.

Frédéric III, fils de Christian IV, qui régnoit pendant la longue guerre terminée par le traité de Westphalie, étoit alors sur le trône de Danemarck. Dans la situation critique, où il se trouvoit, la nécessité lui fit la loi; & il demanda la paix, qu'il n'obtint qu'à des conditions dures.

Une pareille paix n'étoit pas assurée. La violence, faite à Fréderic, pouvoit être pour ce prince un prétexte de la rompre; & il y avoit lieu de présumer qu'il n'attendroit qu'un moment favorable. Charles voulut le prévenir: comme il connoissoit l'état de foiblesse,

où étoit alors le Danemarck, & que d'ailleurs il jugeoit qu'un ennemi, qui se reposoit sur la foi des traités, étoit facile à surprendre, il se promettoit les plus grands succès. Il fit donc ses préparatifs, sans déclarer ses desseins; & entrant tout-à-coup dans le Danemarck, il mit le siége devant Copenhague.

Il étoit de l'intérêt de la république de Hollande de maintenir l'équilibre entre la Suède & le Danemarck. Car son commerce eût été en danger si l'une de ces deux puissances eût prévalu sur la mer Baltique. Elle travailloit en conséquence à établir entr'elles une paix durable. Mais lorsqu'elle ap-

prit la ſituation de Fréderic, elle fit partir une flotte, qui après un combat où les deux partis s'attribuoient la victoire, eut cependant l'avantage de faire entrer dans Copenhague deux mille hommes avec une grande quantité de proviſions.

La France & l'Angleterre ſe joignirent à la Hollande, pour forcer les deux rois à la paix. Des flottes angloiſes & hollandoiſes appuyèrent la négociation. On tint pluſieurs conférences; mais Fréderic vouloit obtenir de meilleures conditions que celle du dernier traité, & Charles vouloit conſerver toutes ſes conquêtes. D'ailleurs ces deux monarques, également fiers & in-

trépides, voyoient avec chagrin que des puiſſances étrangères entrepriſſent de leur faire la loi.

Comme la négociation n'avançoit pas, les anglois ſe retirèrent, & les hollandois, s'étant joints aux danois, attaquèrent l'île de Fionie. Ils remportèrent une victoire complette. De ſept mille hommes, qui compoſoient l'armée ſuédoiſe, il n'échappa que les deux généraux : tout le reſte fut pris ou tué. Il ſemble que les hollandois n'avoient plus qu'à paſſer dans l'île de Zéeland pour en chaſſer les ſuédois : mais ils craignirent apparemment d'affoiblir trop le roi de Suède, & ils ſe retirèrent dans le port de Lubeck. Les négociations

continuoient cependant, quoique sans succès, & Charles faisoit de nouveaux préparatifs, lorsque la mort mit un terme à ses projets le 23 février 1660. Les suédois le regrettèrent. C'est un héros qu'ils admiroient, & pour lequel ils auroient tout sacrifié. Il méritoit d'inspirer ces sentimens à un peuple brave & guerrier : mais il laissoit beaucoup d'ennemis à la Suède, qu'il avoit épuisée d'hommes & d'argent. A force d'avoir des héros sur le trône, il viendra un jour, où les suédois reconnoîtront qu'il est une autre gloire que celle des armes.

Charles XI, fils de Charles-Gustave, n'avoit que cinq ans. Après avoir

avoir confirmé les principales dispositions du dernier roi, concernant la tutelle & la régence, les états songèrent à terminer la guerre. Le besoin qu'on avoit de la paix de part & d'autre, applanit les difficultés, le traité fut conclu dans le couvent d'Oliva aux environs de Dantzick. La Suède jouit enfin de plusieurs années de repos.

Depuis que le clergé danois avoit été abaissé par le changement de religion, les nobles s'étoient rendus très-puissans. Ils s'attribuoient tous les honneurs, tous les titres, tous les emplois : ils étendoient leurs prétentions sur la prérogative royale, & ils refusoient de contribuer aux taxes. Cependant les ecclésias-

tiques, les bourgeois & les paysans, vexés par des gentilshommes qui se regardoient comme autant de souverains, ne pouvoient pas porter seuls toutes les charges. La dernière guerre avoit été fort dispendieuse. On ne pouvoit congédier l'armée faute d'argent. Le soldat qu'on ne payoit pas, vivoit de licence. Il étoit donc plus juste que jamais, que tous les ordres contribuassent aux besoins de l'état. Fréderic, voulant remédier aux calamités publiques, convoqua les états généraux à Copenhague.

Quand on parla d'imposer les nobles, ils se soulevèrent, comme s'ils eussent été d'une autre espèce que le peuple, qu'ils traitoient

d'esclave. Mais autant ils étoient haïs, autant Fréderic III étoit aimé. Le clergé se réunit au peuple; & pour secouer le joug de leurs tyrans, ils résolurent de confier au roi une autorité absolue, & de rendre le trône héréditaire dans sa famille. Cette résolution fut conduite avec tant de concert, que les nobles se soumirent sans résistance. Depuis ce tems les rois de Danemarck se sont occupés avec succès des moyens d'opprimer la noblesse : ils ont favorisé le clergé, qui a contribué & qui contribue encore à leur puissance. Maître de ce corps par les graces qu'ils lui accordent, ils sont toujours sûrs d'en disposer, parce qu'ils sont les

chefs de la religion. C'est un des fondemens de leur autorité, qu'ils ont toujours à leur solde. Enfin ils n'appréhendent plus rien de la part du peuple, parce qu'il a perdu tout sentiment de liberté. Ceux qui étoient libres avant la révolution, ne le sont plus; & les paysans, qui étoient esclaves, le sont encore.

La Pologne étoit toujours troublée. Les guerres civiles lassèrent enfin la constance de Jean Casimir. Il abdiqua en 1668, & se retira en France, où Louis XIV lui donna plusieurs abbayes. Il est le dernier prince de la maison de Gustave-Wasa. Après lui les polonois élurent, en 1669, Michel-Coributh

Viesniowiecki grand maréchal du royaume.

La guerre recommençoit alors dans le Nord. Car ce fut en 1677, que Charles XI, s'étant allié avec Louis XIV, eut tout-à-la-fois pour ennemis l'électeur de Brandebourg, la Hollande, l'évêque de Munster, le duc de Luxembourg, & le roi de Danemarck, Christian V, fils & successeur de Frédéric III. Cette guerre fut une longue suite de malheurs. Si la Suède recouvra les provinces qu'elle avoit perdues, elle le dut aux succès des armes de la France. Mais cette restitution ne réparoit pas l'épuisement où elle se trouvoit. Les puissances du Nord

prirent peu de part à la guerre de 1688.

Depuis la paix conclue en 1679, Charles XI ne travailla qu'à rendre son autorité absolue. Il y réussit. En 1682, il établit que la couronne seroit héréditaire dans sa maison, & que les femmes succéderoient au défaut de la ligne masculine. Il fit ces réglemens dans l'assemblée des états, qui n'osèrent résister: il les assura par des alliances qu'il contracta au-dehors, & par la police qu'il maintint au-dedans. Il mourut en 1697, laissant un fils qui a fait la gloire & le fléau de la Suède, le héros Charles XII. Les conférences de Ryswyck avoient commencé sous la médiation de

Charles XI, elles finirent fous celle de Charles XII. Ce jeune prince commença fon règne, en donnant la paix à l'Europe : il chercha bientôt une autre gloire.

« A fon avénement, non-feule- » ment il fe trouva maître abfolu » & paifible de la Suède & de la » Finlande; mais il régnoit encore » fur la Livonie, la Carélie, l'In- » grie : il poffédoit Wifmar, Wi- » bourg, les îles de Rugen, d'Oe- » fen, & la plus belle partie de la » Poméranie, le duché de Brême » & de Verden, toutes conquêtes » de fes ancêtres, affurées à fon » trône par une longue poffeffion, » & par la foi des traités folemnels » de Munfter & d'Oliva, foutenus

» par la terreur des armées suédoises ».

Mais tant de puissance ne paroissoit pas devoir effrayer, quand on songeoit à l'âge de Charles XII, qui n'avoit que quinze ans, & au peu de talens qu'il montroit pour gouverner un royaume. « Il n'a» voit, à la vérité, dit M. de Vol» taire, que nous venons de citer, » aucune passion dangereuse. Mais » on ne voyoit dans sa conduite » que des emportemens de jeunesse » & de l'opiniâtreté. Il paroissoit » inappliqué & hautain. Les am» bassadeurs qui étoient à sa cour, » le prirent même pour un génie » médiocre, & le peignirent tel à » leurs maîtres. La Suède avoit de

» lui la même opinion ; personne
» ne connoissoit son caractère, il
» l'ignoroit lui-même, lorsque des
» orages, formés tout-à-coup dans
» le nord, donnèrent à ses talens
» cachés l'occasion de se déployer ».
Remontons à l'origine de ces différens.

Lors de la dissolution de l'union de Calmar en 1448, les danois élurent pour leur roi Christian I de l'ancienne maison d'Oldenbourg (*a*), neveu d'Adolphe, duc de Sleswick & de Holstein-Gottorp. Quelques années après, ce prince hérita de ces duchés par la mort de son

---

(*a*) Elle est une de celles qui prétendent descendre du célèbre Witikind.

oncle. En 1481, Jean ſon fils aîné, lui ſuccéda ſur le trône de Danemarck, & les duchés de Sleſwick & de Holſtein furent le partage de Fréderic ſon ſecond fils. Celui-ci fut choiſi par les danois, lorſqu'en 1523 ils déposèrent le Néron du nord, Chriſtian II, qui avoit ſuccédé à Jean ſon père; & par un réglement qui fut fait à cette occaſion, les duchés de Sleſwick & de Holſtein furent réunis à la couronne de Danemarck.

Lorſqu'après de longs troubles, Chriſtian III ayant recueilli toute la ſucceſſion de Frédéric ſon père, il voulut la partager avec Jean & Adolphe, deux frères qu'il aimoit, & il leur céda en 1544, les duchés

de Holſtein & de Sleſwick. Les états proteſtèrent contre ce démembrement qui étoit contraire aux réglemens faits à l'avénement de Fréderic I. Mais le roi, ne pouvant abandonner ſes deſſeins généreux, crut parer à tout, en déclarant qu'il y auroit une union perpétuelle des duchés de Sleſwick & de Holſtein avec le royaume, & que le premier demeureroit un fief de la couronne.

Il eût été facile de prévoir que cette diſpoſition ſeroit une ſource de querelles entre les ducs qui tenteroient de ſe rendre indépendans, & les rois qui voudroient recouvrer des domaines aliénés. La généroſité de Chriſtian III troubla tout le

nord. Les guerres, suspendues par les traités, recommencèrent à plusieurs reprises, & ne parurent terminées qu'en 1689, par la médiation & sous la garantie de l'empereur Léopold, & des électeurs de Saxe & de Brandebourg. Le duc de Holstein-Gottorp fut rétabli dans tous ses états, conformément aux traités de Roschild & de Copenhague.

Les rois de Suède étoient les alliés naturels des ducs de Holstein; & Charles XII venoit de contracter une nouvelle alliance avec le jeune duc Fréderic, auquel il avoit donné sa sœur en mariage. Se voyant donc appuyé de la Suède, le duc de Holstein ménagea moins le roi de

de Danemarck : mais Fréderic IV, qui, ſur ces entrefaites, ſuccédoit à Chriſtian V ſon père, ne jugea pas que l'alliance de Charles XII rendit le duc de Holſtein beaucoup plus redoutable. Il commença des hoſtilités en 1699 : il négocia avec la Pologne & la Ruſſie; & ce fut alors que ces trois couronnes formèrent une ligue contre la Suède.

Jean Sobieski étoit mort en 1696. Le prince de Conti, qui avoit été élu, ainſi que Fréderic-Auguſte, le 27 juin de l'année ſuivante, avoit été forcé d'abandonner ſes droits, preſqu'auſſi-tôt qu'il les eut acquis. La France étoit trop éloignée de la Pologne pour le ſoutenir. D'ail-

leurs, épuifée par la guerre que le traité de Ryfwick termina quelqueiques mois après, comment auroit-elle pu lui donner tous les fecours néceffaires en hommes & en argent? Augufte au contraire, foutenu par une armée ruffe & par les troupes de fon électorat, força les fuffrages qui refufoient de fe rendre à lui, & fut généralement reconnu. Cependant les troubles, qui ne cefsèrent que l'année fuivante, pouvoient renaître. Augufte crut donc avoir befoin de conferver fon armée faxone: mais il falloit un prétexte, afin de ne pas répandre l'alarme parmi la nobleffe polonoife, jaloufe de fa liberté. Il crut le trouver dans la guerre qu'il

projetoit contre la Suède ; d'autant plus qu'à son avénement il avoit promis de faire ses efforts pour recouvrer les provinces que la république avoit perdues. Il se proposoit sur-tout, la conquête de la Livonie. Elle lui paroissoit facile : car les livoniens, que Charles XI avoit dépouillés de leurs priviléges & d'une partie de leurs biens, ne demandoient qu'à secouer le joug. Une circonstance augmentoit encore la haine qu'ils avoient conçue pour le despotisme des rois de Suède. Patkul avoit été député par la noblesse pour porter aux pieds du trône les plaintes de la province. Il fut d'abord écouté. Charles XI applaudit même au

zèle, avec lequel il avoit parlé pour sa patrie. Mais peu de jours après, il le fit condamner à mort, comme criminel de lèse-majesté. Patkul, qui eut le bonneur d'échapper, s'enfuit en Pologne. Lorsqu'il cherchoit à se venger & à délivrer sa patrie, il eut occasion d'être présenté au roi Auguste; & il lui persuada combien il seroit facile de conquérir la Livonie, défendue par un roi enfant, que toute l'Europe méprisoit. Tels sont les motifs qui engagèrent le roi de Pologne à s'unir au czar Pierre & à Fréderic IV, roi de Danemarck.

# LIVRE DIX-HUITIÈME.

## CHAPITRE PREMIER.

### *De Charles XII & du czar Pierre jusqu'en* 1708.

LE gouvernement de Suède étoit alarmé des préparatifs, que faisoient les puissances ennemies. On étoit sans généraux; & on n'avoit pour roi qu'un jeune prince, qui « n'assistoit presque jamais dans le » conseil que pour croiser les jambes » sous la table; distrait, indiffé- » rent, il n'avoit paru prendre part » à rien ». Mais il se montra tout autre, lorsqu'en sa présence on délibéra sur le danger où l'on étoit,

& qu'on parla de détourner la tempête par des négociations. Se levant tout-à-coup, avec l'air de gravité & d'assurance d'un homme supérieur qui a pris son parti : « Messieurs, » dit-il, j'ai résolu de ne faire jamais une guerre injuste ; mais de » n'en finir une légitime que par la » perte de mes ennemis. Ma résolution est prise : j'irai attaquer » le premier qui se déclarera ; & » quand je l'aurai vaincu, j'espère » faire quelque peur aux autres ». Sa confiance se communiqua au conseil étonné, & la guerre fut résolue.

Les exercices violens, que Charles XII aimoit, lui avoient fait une constitution vigoureuse. Il cher-

choit le danger dans la chasse, où les autres cherchent l'amusement. Luttant, pour ainsi dire, avec les ours, il les combattoit avec un bâton, & il n'étoit garanti que par un filet tendu à deux arbres. Il paroissoit passionné pour Alexandre & pour César, qu'il vouloit prendre pour modèles; & le goût avec lequel il avoit lu Quinte-Curce, pouvoit faire présager ce qu'il seroit un jour. Il le fit mieux voir encore, lorsqu'il eut résolu de se préparer à la guerre : car il renonça aux amusemens, au faste, à la table, aux femmes, au vin, en un mot, à tout ce qui peut distraire ou amollir l'ame. Il vouloit donner l'exemple à ses soldats, qu'il

ſe propoſoit de contenir dans la diſcipline la plus rigoureuſe. Tel étoit Charles XII à dix-huit ans, lorſqu'au mois de mai de l'année 1700, il tourna ſes armes contre le Danemarck. Sa flotte ſe joignit aux eſcadres d'Angleterre & de Hollande. Ces deux républiques avoient garanti le traité d'Alténa; & comme elles craignoient la trop grande puiſſance du roi de Danemarck, qui auroit pu ſe rendre maître de la mer Baltique, elles avoient envoyé des ſecours au duc de Holſtein, qui ſuccomboit ſous les forces de Fréderic IV.

La flotte danoiſe ayant évité le combat, Charles XII s'approcha aſſez près de Copenhague pour y

jeter quelques bombes. Auſſi tôt il ſe propoſe de faire une deſcente, & d'aſſiéger cette capitale par terre, tandis qu'elle ſeroit bloquée par mer. Tout lui réuſſit. Alors il fit dire au roi de Danemarck, qui étoit dans le Holſtein, qu'il ne faiſoit la guerre que pour l'obliger à la paix; & que s'il ne rendoit juſtice au prince qu'il opprimoit, il verroit Copenhague détruite, & tout ſon royaume mis à feu & à ſang. Il fallut ſubir la loi. Le duc de Holſtein fut indemniſé des frais de la guerre. Charles ſatisfait d'avoir ſecouru ſon allié, ne réſerva rien pour lui; & cette guerre fut terminée en moins de ſix ſemaines.

Préciſément dans le même tems,

le roi de Pologne, déſeſpérant de prendre Riga que le comte de Dahlberg défendoit, leva le ſiège qu'il avoit mis devant cette place. Charles marcha contre Pierre Alexiowitz qui ravageoit l'Ingrie à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes. Le czar venoit de publier un manifeſte. Il donnoit pour raiſon, qu'on ne lui avoit pas rendu aſſez d'honneurs, lorſqu'il avoit paſſé à Riga où il n'avoit paru qu'incognito; & qu'on avoit vendu les vivres trop cher à ſes ambaſſadeurs. Des hoſtilités ſur des motifs auſſi ridicules animoient d'autant plus le roi de Suède, qu'il y avoit alors à Stockholm trois ambaſſadeurs ruſſes qui venoient de jurer

le renouvellement de la paix. Il ne comprenoit pas qu'un législateur se fît un jeu de la foi des traités. Impatient de se venger, il marchoit moins pour faire des conquêtes, que dans l'espérance d'humilier son ennemi.

Le czar assiégea Narva au commencement d'octobre. Il avoit cent cinquante pièces de canon, plus formidables par le nombre que par la manière dont elles étoient servies. Il ne se trouvoit guère dans son armée que douze mille hommes de bonnes troupes, le reste étoit mal armé & mal discipliné. Il est évident qu'il se pressoit trop de mesurer ses russes contre des soldats aguerris. On étoit au 15 de

novembre, quand il apprit que ſon ennemi avoit traverſé la mer, & qu'il venoit au ſecours de Narva. Comme il ſe propoſa de l'envelopper, il alla chercher trente mille hommes qui lui arrivoient de Pleskow. Il eût mieux fait de ne pas quitter ſon camp : car ces nouvelles troupes pouvoient bien venir ſans lui.

Cependant Charles, qui avoit débarqué à Pernaw dans le golphe de Riga, avec ſeize mille hommes d'infanterie, & un peu plus de quatre mille chevaux, précipite ſa marche, ſuivi de toute ſa cavalerie, & de quatre mille fantaſſins. Un corps avancé de cinq mille hommes, qui gardoient un paſſage,

s'enfuit à ſon approche. L'épouvante ſe communique à vingt mille hommes, qui étoient plus loin, & qui prennent la fuite. En un mot, Charles, ayant emporté tous les poſtes en deux jours, arrive devant le camp des ennemis, qui étoit bien retranché, & bordé de cent cinquante canons. Il ſonge à profiter de la terreur qu'il vient de répandre, & après quelque repos il donne ſes ordres pour l'attaque.

Toutes les circonſtances paroiſſoient lui préparer la victoire. Un vent furieux ſouffloit une groſſe neige dans le viſage des ennemis, qui combattoient ſans voir devant eux. La déſobéiſſance ſe joignant à la frayeur, les officiers ſubalternes

& les ſoldats ſe ſoulevoient contre les généraux, qui ne s'accordoient pas. En un mot, le déſordre & le tumulte commençoient dans leur camp, au moment même que leurs retranchemens étoient forcés par les ſuédois. Ils furent mis en déroute, ſans ſe douter du petit nombre de leurs vainqueurs. Charles fit plus de trente mille priſonniers, dans leſquels étoit le prince de Géorgie. Il ne garda que les généraux, & il renvoya tous les officiers ſubalternes & tous les ſoldats, après les avoir déſarmés. La bataille de Narva ſe donna le 30 novembre 1700.

Les ruſſes n'imaginèrent pas avoir été vaincus par des hommes.

Ils crurent que des puissances supérieures avoient combattu pour les suédois, & ils firent des prières publiques à S. Nicolas, patron de la Russie, pour le prier de chasser loin de leurs frontières cette armée d'enchanteurs & de sorciers. Cette superstition augmentoit l'épouvante & promettoit de nouveaux succès. Il y a donc lieu de croire que si Charles n'eût pas donné au czar le tems de se reconnoître & de rassurer ses peuples, il l'eût défait encore & chassé jusqu'à Moscou, qui eût ouvert ses portes. Mais le desir de la vengeance, sur-tout, dans un vainqueur de dix-huit ans, se règle difficilement sur la prudence. Le roi de Suède avoit hu-

milié deux de ses ennemis ; il vouloit humilier le troisième encore. Il ne paroissoit pas avoir d'autre objet. Lorsqu'il marchoit contre Pierre Alexiowitz, il écrivoit : *je m'en vais battre les russes ; préparez un magasin à Laïs. Quand j'aurai secouru Narva, je passerai par cette ville pour aller battre les saxons.* Il ne vouloit que battre.

Ayant reçu un renfort de quinze mille hommes, il marcha dès le printems de 1701, du côté de Riga. Il passa la Dwina à la vue des saxons qu'il défit, soumit toute la Courlande, & entra dans la Lithuanie. Cette province étoit alors troublée par une guerre civile, dont les chefs étoient d'un

côté les princes Sapiéha, & de l'autre Oginski. Charles, s'étant déclaré pour les Sapiéha, se vit bientôt maître de la Lithuanie : il n'y restoit plus que des troupes dispersées, qui fuyoient devant lui. Alors il forma le projet de détrôner Auguste.

Le gouvernement de Pologne a les mêmes vices que le gouvernement des fiefs. Il semble que les polonois se soient étudiés à le rendre tout-à-fait anarchique. Les abus ont eu chez eux les mêmes causes que par-tout ailleurs, où nous en avons déjà remarqué de semblables.

Dans les siècles où les barbares ne savoient pas donner de forme

à leur gouvernement, & où la licence, qu'on prenoit pour liberté, ne permettoit pas aux ſouverains d'être abſolus; les ducs ou rois de Pologne n'avoient d'autorité qu'autant qu'ils ſe faiſoient plus de partiſans. Ils imitèrent la politique des rois de France. Ils donnèrent des bénéfices; & après avoir démembré leur domaine pour s'attacher les grands du royaume, ils le démembrèrent encore pour laiſſer un plus grand nombre de ſouverainetés dans leur famille. Il arriva que le ſouverain eut des ſujets plus puiſſans que lui.

A meſure que la nobleſſe accrut ſa puiſſance, le peuple tomba dans un eſclavage plus dur; & il n'y

eut plus en Pologne que des nobles & des ferfs.

Cafimir III, furnommé le grand, mort en 1370, étoit le dernier d'une maifon qui régnoit depuis 528 ans. Si le trône avoit paru héréditaire jufqu'alors, il redevint électif. Les nobles polonois voulant même faifir l'occafion d'affurer leurs priviléges, n'élurent Louis, roi de Hongrie, qu'après l'avoir lié par une capitulation qu'on nomme *pacta conventa.* Cette élection eft l'époque du gouvernement républicain qui fubfifte aujourd'hui. Louis eft ce prince qui fit une irruption dans le royaume de Naples pour venger la mort d'André fon frère, mari de Jeanne I.

Ce contrat entre les ſujets & le ſouverain paroît avoir été oublié, pendant que les Jagellons ont été ſur le trône : mais depuis 1573, que Henri de Valois ſuccéda à Sigiſmond-Auguſte, le dernier des Jagellons, la république de Pologne a fait des *pacta conventa* avec tous ſes rois.

Cette capitulation aſſure les privileges des nobles, parce qu'ils ſont aſſez puiſſans pour la faire reſpecter, & pour donner avant châque élection de nouvelles limites à la prérogative royale. Souverains dans leurs terres, indépendans, ils peuvent ſeuls poſſéder les charges & les dignités. Ils règlent les impôts, ils font les loix, ils décident

de la guerre & de la paix. Toujours en garde contre l'ambition du roi, ils ne souffrent pas qu'il ait des places fortes, parce qu'elles pourroient servir à les opprimer, comme à les défendre : ils ouvrent le pays à l'ennemi, pour le fermer au despotisme.

Les rois conservent cependant de grandes prérogatives. Ils disposent des fiefs, qui sont des démembremens faits autrefois au domaine de la couronne. On les nomme *starosties*, *tenutes*, ou *advocaties*, & en général *biens royaux*. Cependant on ne leur laisse pas toujours la liberté d'en disposer à leur gré. Ils nomment aux bénéfices, aux emplois civils & militaires, aux

grandes charges de la couronne, & aux places qui vaquent dans le sénat. Mais ils font des graces, sans se faire des partisans; parce qu'ils ne peuvent jamais ôter ce qu'ils ont donné. Ainsi le favori, qu'ils élèvent, a toujours dans son zèle vrai ou faux pour la république, un prétexte pour se soustraire au souverain.

Cette république est au reste un corps monstrueux. Avant que la grande diète s'assemble, chaque province ou palatinat délibère sur les matières qu'on y doit traiter; elle nomme ses députés ou nonces, & tient pour cela des diétines qu'on appelle *ante-comitiales*. La grande diète s'assemble ensuite : mais les

loix qu'elle fait n'ont de force que dans les palatinats où elles font reçnes, & on en délibère dans des diétines *poſtcomitiales.*

Or, dans chacune de ces diètes, rien ne ſe décide que du conſentement unanime de tous les membres. Le *veto* d'un ſeul gentilhomme arrête toutes les délibérations, & les actes qui avoient paſſé unanimement ſont même encore annulés. S'il y a donc quelques nobles qui veuillent troubler, & il y en a toujours, la république ne peut plus agir ni même délibérer. Alors on forme des confédérations, les confédérés des différens partis en viennent aux mains : le vainqueur, donnant la loi, arrache aux diètes

un consentement unanime, & tout se décide par la force. Le roi se trouve donc sans autorité, lorsqu'il n'est pas à la tête d'une faction puissante. Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce gouvernement absurde. Le peu que nous venons de dire, suffira pour faire comprendre les causes des événemens, dont nous avons à parler.

Charles XII auroit pu conquérir la Pologne, c'est-à-dire, la parcourir en vainqueur. Mais comment auroit-il pu soumettre par la force une noblesse fière, jalouse de son indépendance, & toujours armée? A peine seroit-il arrivé à une extrêmité du royaume, qu'elle se seroit soulevée dans l'autre : il eût fallu

fallu laiſſer des troupes par tout. Il auroit donc éprouvé le ſort de Charles X : auſſi ſe propoſoit-il ſeulement de détrôner Auguſte. Joignant la politique aux armes, il déclaroit qu'il n'étoit pas venu faire la guerre aux polonois, qu'il n'avoit d'autres ennemis que les ſaxons, & il offroit de protéger la république, ſi elle vouloit élire un nouveau roi.

Le cardinal Radjouski étoit archevêque de Gneſne, c'eſt-à-dire, qu'il étoit par ſa place le premier des ſénateurs, le primat du royaume, le légat du ſaint-ſiège, le régent de la république pendant les interrègnes, & la première perſonne après le roi. Ce prélat en-

nemi d'Auguſte, entroit dans toutes les vues de Charles XII, & il intriguoit contre ſon ſouverain, avec tous les dehors d'un grand zèle pour la paix & d'une grande charité.

Auguſte n'avoit pas gagné ceux qui s'étoient oppoſés à ſon élection, & il avoit aliéné preſque tous les autres. Il n'avoit trompé perſonne ſur les motifs qu'il avoit eu de prendre les armes contre la Suède. On convenoit bien que, par ſes engagemens, il devoit ſaiſir l'occaſion de recouvrer les provinces perdues, mais on ſavoit auſſi que, par le même article des *pacta conventa*, il avoit promis de n'entreprendre aucune guerre ſans le con-

ſentement de toute la république ; & que par un autre, il lui étoit défendu d'introduire des troupes étrangères dans le royaume. En lui voyant donc violer ces deux articles, on jugeoit qu'il vouloit exercer en Pologne le même pouvoir abſolu qu'il exerçoit en Saxe. On concluoit que, s'il eût conquis la Livonie, il auroit tenté de ſubjuguer la république ; & on lui reprochoit d'avoir par cette guerre livré tout le royaume aux armes du roi de Suède. S'il eût réuſſi, on n'eût pas oſé critiquer ainſi ſa conduite. Mais dans un pays où la nature du gouvernement produit les factions, un ſouverain eſt bientôt abandonné, quand les plaintes

commencent, & que les mécontens sont assurés d'être soutenus. Les uns se flattent de trouver de nouveaux avantages dans une révolution ; les autres changent par inquiétude ; & les plus fidèles suivent le torrent, parce qu'ils se sentent trop foibles pour résister. Telle étoit & devoit être la disposition des esprits, lorsque Charles XII ne paroissoit avoir vaincu que pour protéger la république, c'est-à-dire, le parti des mécontens. Car en Pologne la république n'est jamais que dans le parti le plus fort.

Dans cet état de fermentation, les palatinats demandèrent une diète au roi de Pologne. C'étoit

lui prefcrire de fe donner des juges, plutôt que des défenfeurs : mais un refus pouvoit aigrir encore les polonois. Elle fut donc convoquée à Varfovie, pour le 2 décembre de l'année 1701. Si dans les tems les plus tranquilles cette affemblée a tant de peine à prendre une réfolution, vous pouvez juger du tumulte avec lequel elle délibéroit dans une conjoncture, qui enhardiffoit tous les factieux. Les cabales qui la divifoient, entretinrent, ou même augmentèrent le mécontentement général. Elle ne régla rien, & elle fe fépara le 17 février 1702.

Elle avoit feulement arrêté qu'on enverroit une ambaffade à Charles XII. Le fénat confirma ce décret.

Dans l'intervalle d'une diète à l'autre, ce corps repréfente la nation. Il a le droit de faire provifionnellement des loix. Il eft compofé des évêques, des palatins gouverneurs perpétuels des provinces, des caftellans gouverneurs des villes, & des grands officiers de la couronne. La dignité des palatins eft la plus éminente : ils préfident dans leurs gouvernemens aux affemblées de la nobleffe, & ils la commandent à la guerre. Les quatre grands officiers de la couronne font chargés de tous les détails de l'adminiftration : ils partagent entr'eux toute l'autorité : ils peuvent tout, & ne dépendent du roi qu'autant qu'ils le veulent. Au-

guste ne put obtenir de ce sénat trop puissant la permission de se mettre à la tête de l'armée polonoise, & encore moins de faire venir douze mille saxons.

Charles répondit aux ambassadeurs de la république, qu'il régleroit tout lorsqu'il seroit à Varsovie, & il marcha. A son approche, Auguste s'enfuit avec un petit nombre d'évêques & de palatins, qui lui restoient attachés. Il envoya des lettres circulaires pour assembler la pospolite, c'est-à-dire, pour ordonner à tous les gentilshommes de monter à cheval & de le suivre. Mais la plus grande partie de la noblesse demeura dans ses terres. Alors il fit venir des troupes saxo-

nes, bien assuré que s'il étoit vainqueur, on n'oseroit pas lui reprocher de les avoir introduites dans les provinces de la république. Il les joignit aux polonois liés à sa fortune, & jugeant qu'il falloit vaincre ou perdre le trône, il alla au-devant de Charles XII, qui s'avançoit vers Cracovie. Les deux armées parurent en présence le 13 juillet 1702, dans une grande plaine auprès de Clissau. Auguste ramena trois fois ses troupes à la charge, c'est-à-dire, les saxons : car les polonois, qui formoient son aile droite, s'étoient enfuis dès le commencement de la bataille. Le roi de Suède gagna une victoire complette.

Quelques jours après, étant sorti de Cracovie dans le dessein de poursuivre son ennemi, son cheval s'abattit & lui fracassa la cuisse. Cet accident le retint six semaines au lit. Le bruit courut même qu'il étoit mort. Auguste profita de cette fausse nouvelle, pour assembler à Lublin les ordres du royaume, déjà convoqués à Sendomir. Le concours y fut grand. Mais Charles, guéri de sa blessure, reprit tous ses avantages. Il assembla la noblesse à Varsovie; &, pendant qu'il opposoit diète à diète, il marcha contre le reste des saxons qu'il défit encore. Rien ne pouvoit plus lui résister. Il étoit à l'occident de la Pologne, avec l'élite de ses trou-

pes : ſon grand maréchal Rheinſchild commandoit un grand corps d'armée dans le cœur de ce royaume, & trente mille ſuédois, ſous divers généraux, arrêtoient au nord & à l'orient les efforts des ruſſes.

Alors le primat, qui venoit de jurer au roi Auguſte de ne rien entreprendre contre lui, leva tout-à-fait le maſque. S'étant rendu à Varſovie, il déclara, au nom de l'aſſemblée, le 14 février 1704, Fréderic-Auguſte, électeur de Saxe, inhabile à porter la couronne de Pologne. Auſſi-tôt le trône fut déclaré vacant d'une voix unanime.

Auguſte, ſachant que Charles &

le primat vouloient mettre la couronne ſur la tête de Jacques Sobieski fils de Jean, fit enlever ce prince & ſon frère Conſtantin, lorſqu'ils étoient à la chaſſe. Alexandre, frère de ces deux Sobieski, vint demander vengeance au roi de Suède, qui lui propoſa de monter ſur le trône. Il refuſa, déclarant qu'il ne profiteroit pas du malheur de ſon aîné. Envain le jeune Staniſlas Leczinski, ſon ami, ſe joignit à ceux qui le preſſoient d'accepter. Toutes les inſtances furent inutiles : il perſiſta dans ſon refus généreux.

Ne pouvant donner la couronne à ceux qui paroiſſoient y avoir plus de droit, Charles réſolut de

la donner au plus digne. Il choisit Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, & il ne fut pas trompé dans son choix. Stanislas joignoit aux vertus d'un héros, de plus grandes vertus, celles qui font le bonheur des peuples. L'assemblée de Varsovie eut ordre de l'élire : elle obéit, & ce prince fut élu le 12 juillet 1704. La guerre ne finit cependant qu'en 1707. Par le traité conclu à Alt-Ranstadt, Auguste fut forcé à renoncer pour jamais à la couronne de Pologne, & à reconnoître Stanislas pour roi légitime. Il fut même réduit à un tel point d'humiliation, qu'il ne put refuser de féliciter sur son avénement, celui qui prenoit sa place sur le trône ; il fut obligé de

de lui écrire une lettre à ce sujet.

Jean Patkul, devenu ambassadeur du czar auprès d'Auguste, étoit alors dans les prisons de Saxe. Il avoit été arrêté pour avoir projeté un accommodement entre la Suède & la Russie, & il n'avoit formé ce projet que pour prévenir le ministère du roi Auguste, qui se proposoit de faire la paix sans le czar. Tout son crime étoit donc d'avoir voulu servir son maître, & cependant Auguste avoit violé le droit des gens & manqué à son allié. De nouveaux malheurs attendoient cet infortuné livonien. Charles, qui exigea qu'il lui fût livré, le fit périr sur la roue. Si, dans cette occasion, ce prince ne fut pas

injuste, il fut cruel au moins, & il montra combien il étoit implacable dans sa vengeance.

Pendant que Charles XII goûtoit le plaisir de la vengeance, l'unique passion de son ame, Pierre Alexiowitz jetoit les fondemens de son empire. Présent par-tout, il donnoit des loix dans Moscou, il établissoit des manufactures, il créoit des flottes sur les Palus-Méotides, sur le lac Peipus, sur le lac Ladoga; il mettoit la discipline dans ses camps, il repoussoit les suédois, il portoit ses armées dans leurs provinces, il donnoit des secours au roi Auguste, il fondoit des villes.

La journée de Narva ne l'abattit

point. *Je sais bien*, disoit-il, *que les suédois nous battront long-tems : mais enfin nous apprendrons à les battre. Evitons les affaires générales avec eux, & affoiblissons-les par de petits combats.* En effet, les défaites étoient des leçons pour les russes. Dès l'année 1701, ils osèrent marcher contre leurs vainqueurs & leurs maîtres. Ils eurent rarement l'avantage, mais il suffisoit de l'avoir quelquefois pour s'aguerrir. Supérieurs en nombre, ce qui n'est rien par soi-même, ils se rendoient en effet supérieurs, à mesure que la discipline s'établissoit parmi eux. D'une année à l'autre, les succès devenoient plus fréquens, les flottes & les armées suédoises étoient

vaincues : les villes tomboient ſous les efforts des ruſſes, & en 1704, lorſqu'Auguſte étoit détrôné, Pierre achevoit de ſe rendre maître de l'Ingrie, & prenoit Narva d'aſſaut.

Il étoit glorieux d'entrer en vainqueur dans une place qui lui rappeloit ſa première défaite : ce qui fut plus glorieux encore, c'eſt qu'il arrêta le pillage & le maſſacre. Ayant tué deux ſoldats, qui n'obéiſſoient pas à ſes ordres, il entra dans l'hôtel de ville où les citoyens s'étoient réfugiés, & poſant ſon épée ſanglante ſur la table, *ce n'eſt pas du ſang des citoyens*, dit-il, *que cette épée eſt teinte, mais du ſang de mes ſoldats que j'ai verſé pour vous ſauver la vie.* A ces traits

d'humanité, qui ſont trop rares dans la vie du czar, on reconnoît le grand homme. Mais comme il le diſoit lui-même, il réformoit ſon peuple, & il ne pouvoit pas ſe réformer.

Tous les ſuccès étoient célébrés par des entrées triomphantes. Les priſonniers faits ſur l'ennemi, qu'on avoit cru invincible, ſes drapeaux, ſes étendards, ſes pavillons faiſoient le principal ornement de cette pompe : ſpectacle qui donnoit de l'émulation aux ruſſes, & qui rompoit l'enchantement prétendu des troupes ſuédoiſes.

Pierre employa un moyen, auſſi ſingulier qu'ingénieux, pour ache-

ver la réforme à laquelle il travailloit.

Il fit inviter tous les boyards & les dames aux noces d'un de ſes bouffons. Il exigea que tout le monde y parût vêtu à l'ancienne mode. On ſervit un repas, tel qu'on les faiſoit au ſeizième ſiècle. Une ancienne ſuperſtition ne permettoit pas qu'on allumât du feu le jour d'un mariage, pendant le froid le plus rigoureux. Cette coutume fut ſévérement obſervée le jour de la fête, quoiqu'on fût en hiver. Les ruſſes ne buvoient point de vin autrefois, mais de l'hydromel & de l'eau-de-vie ; il ne permit pas ce jour là d'autre boiſſon. On ſe plaignit en vain. Il répondit en rail-

lant : *vos ancêtres en uſoient ainſi : les uſages anciens ſont toujours les meilleurs*. Cette plaiſanterie contribua beaucoup à corriger ceux qui préfèrent toujours le tems paſſé au préſent, ou du moins à décréditer leurs murmures.

Parmi les ſoins que demandoient la police, les arts & la guerre, le czar entreprit de bâtir une ville à l'embouchure de la Néva ſur le golfe de Finlande, à la vue des flottes ſuédoiſes qui tentoient tout pour interrompre ſes travailleurs, & ruiner ſon ouvrage. C'eſt dans un lieu déſert, marécageux, qui ne communique à la terre ferme que par un ſeul chemin, qu'il jeta le 27 mai 1703, les fondemens de

Petèrsbourg. Il fallut lutter contre la nature, combattre les ennemis, furmonter mille obftacles qu'on n'avoit pas pu prévoir ; & cependant cette ville fut achevée l'année fuivante, & mife hors de toute infulte. Prefque dans le même tems, il fortifioit Novogorod, Pleskow, Smolensko, Afoph, Archangel. Cependant il étendoit fes conquêtes dans la Courlande, & il envoyoit des fecours à fon allié détrôné.

En 1706, Mentzikoff, que le czar avoit fait prince & gouverneur de l'Ingrie, ayant joint Augufte dans le palatinat de Pofnanie, défit le général Maderfeld près de Kalish. Ce fut la première bataille rangée que les ruffes gagnèrent contre les

ſuédois. Ce qu'il y a de ſingulier, c'eſt que cette victoire fut un contre-tems pour Auguſte, qui vainquit malgré lui. Elle dérangeoit les meſures qu'il avoit priſes, parce qu'il négocioit alors ſecrétement le traité qui fut bientôt après conclu à Alt-Ranſtadt. Il demanda pardon de ſa victoire, offrant de rendre tous les priſonniers ſuédois, de rompre avec les ruſſes, & de donner au roi de Suède toutes les ſatisfactions convenables.

Lorſque l'électeur de Saxe eut abdiqué, le czar ne négligea rien pour arrêter Charles en Pologne. Il avoit encore des troupes dans ce royaume, il en avoit pluſieurs corps répandus dans la Lithuanie,

& il étoit lui-même à Grodno. Croyant donc pouvoir ſoutenir un nouveau parti, il tenta de faire auſſi une élection, & la Pologne fut ſur le point d'avoir trois rois. Sur ces entrefaites, la France offrit ſa médiation; mais Charles répondit qu'il traiteroit avec le czar dans Moſcou. Lorſque Pierre apprit cette réponſe, il repliqua : *mon frère Charles veut faire l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un Darius.*

Le roi de Suède partit enfin, au mois d'août 1707, de ſon quartier d'Alt-Ranſtadt à la tête de quarante-cinq mille hommes, comptant détrôner Pierre comme Auguſte. Il ſemble qu'il auroit dû prendre par

la Livonie, afin de recouvrer d'abord les conquêtes qu'on avoit faites sur lui, & de marcher ensuite à Moscou. Dans cette route, son armée n'eût manqué de rien, elle se fût grossie des troupes qu'il avoit dans ces quartiers, il eût eu une retraite dans le cas d'un échec, & il communiquoit par mer avec la Suède, qui pouvoit lui envoyer des secours. Il prit le chemin le moins praticable, marcha, au cœur de l'hiver, dans des pays ruinés, & arriva, le 6 février 1708, à quelques lieues de Grodno. Pierre ne l'attendoit pas. Il faisoit reculer ses troupes à l'approche de l'ennemi, qu'il vouloit engager dans des déserts & dans des pays qu'il avoit

dévaftés, laiffant feulement dans les poftes qui pouvoient fe défendre, quelques corps, afin de retarder les fuédois dans leur marche, & de les inquiéter. Ayant pris fa route d'occident en orient, il arriva fur la rive du Niéper ou Boriftène, qui fépare la Pologne de la Ruffie. Il paffa ce fleuve à Mohilow, dernière ville de Lithuanie. Charles, qui le fuivoit, trouva des pays ruinés, des marais, des forêts immenfes, des déferts, des rivières, des torrens. Son armée ne pouvoit marcher que par corps féparés : il falloit continuellemenr abattre des arbres pour fe frayer un chemin : il falloit livrer des combats. Cependant il furmonta tous ces obf-

tacles, & passa le Boristène au même endroit que le czar.

## CHAPITRE II.

*Du midi de l'Europe, depuis* 1702 *jusqu'en* 1710.

LA France, qui n'avoit pas désarmé après la paix de Riswyck, fut en état d'agir avant les puissances confédérées, qui sembloient n'avoir pas prévu la mort de Charles II. Elle eut donc des succès en 1702 & en 1703 : mais les efforts qu'elle avoit faits pour se préparer à la guerre, demandoient qu'elle en fît de plus grands pour la continuer, & ne lui laissoient cependant que des ressources onéreuses. Dès

le commencement on eut recours à des expédiens momentanés, qui mettent bientôt dans la néceffité d'en chercher d'autres, & dans l'impuiffance d'en trouver, fans fe ruiner de plus en plus. On avoit remis la capitation. On donna des édits burfaux : on les multiplia. C'étoit prefque tous les jours des créations d'offices, de rentes, de nouveaux gages, &c. On fit une réforme des monnoies, & le marc d'argent, qui en 1700 étoit à 31 livres 10 fous, fut à 34 livres 4 fous en 1702. Enfin on imagina un moyen, qui pouvoit être d'une grande ref-fource à l'état obéré, fi on en ufoit avec modération : mais il devoit achever la ruine des finances,

ſi on en abuſoit, & on en abuſa bientôt. On introduiſit des billets pour ſuppléer dans le commerce au défaut de l'eſpèce. Ils furent d'abord reçus ſans aucune défiance de la part du public. Il importoit d'entretenir cette confiance. Il falloit donc les répandre avec meſure; & les proportionnant à une ſomme qu'on auroit miſe à part, ſe trouver toujours en état d'en rembourſer une grande partie. Mais il parut ſi commode de payer en billets, & de fournir à toutes les dépenſes avec du papier, que le gouvernement n'obſerva point cette proportion. Il y eut bientôt beaucoup de billets dans le public, & point d'argent dans la caiſſe. Les papiers

perdirent leur crédit, le gouvernement fit banqueroute, & les finances tombèrent dans le plus grand désordre. Ajoutons à ces abus les variations continuelles des monnoies. Il y eut une nouvelle réforme en 1704. On baissa les espèces successivement en 1705, en 1706, en 1708 & au commencement de 1709; & dans cette dernière année, on les haussa ensuite tout-à-coup, en sorte que le marc d'argent fut porté à 40 livres.

Pendant que la France s'épuisoit au-dedans par une mauvaise administration, elle s'affoiblissoit au-dehors par les coups redoublés, que ses ennemis lui portoient. Le

duc de Savoie, dont la fidélité avoit été suspecte à Catinat, avoit abandonné Louis XIV au commencement de 1703, & s'étoit joint aux confédérés. Cette défection contribua aux malheurs que la France se préparoit elle-même. Ils commencèrent en 1704, l'année que Stanislas fut élu roi de Pologne. Le maréchal de Villars, à qui elle devoit les succès qu'elle avoit eus en Allemagne l'année précédente, fut rappelé, & le maréchal de Marsin, qui le remplaça, perdit la bataille d'Hochstet le 23 août. La déroute fut complette. Les françois, qui étoient sur le Danube, repassèrent le Rhin. Ils perdirent plus de quatre-vingts lieues de pays.

Il sembloit qu'on craignît d'employer les meilleurs généraux, & cependant les confédérés avoient à leur tête les deux plus grands capitaines, le prince Eugène & le duc de Marlborough.

En 1705 Marlborough se proposoit de pénétrer en France par la Lorraine & par la Champagne. Le maréchal de Villars, qu'on lui opposa cette fois, le força de renoncer à ce projet. Les françois eurent quelques avantages en Italie, & leurs ennemis en eurent d'autres en Espagne. Il n'y eut point de grandes batailles décisives. Louis XIV & Philippe V, sentant leur foiblesse, avoient ordonné à leurs généraux de se tenir sur la défen-

ſive, & de ne rien haſarder.

Léopold mourut cette année. Sa mort ne fit point de changement dans les affaires générales. Car les miniſtres, qui l'avoient gouverné, gouvernèrent ſon fils Joſeph, & continuèrent ſur le même plan. D'ailleurs, quoique toute l'Europe armât pour la maiſon d'Autriche, l'empereur étoit de tous les confédérés celui qui contribuoit le moins aux frais de la guerre. Cette maiſon avoit alors tout-à-fait changé de politique. Auparavant elle tendoit au deſpotiſme ſans diſſimuler ſon ambition; alors elle y tendoit en exagérant ſa foibleſſe à toutes les puiſſances. Son unique objet étoit de perſuader que la

France étoit ſeule à redouter, conſidérant qu'elle s'éleveroit d'abord par l'abaiſſement de cette monarchie, & enſuite parce qu'on la fortifieroit de ce qu'on enleveroit à Louis XIV. Mais ſi l'opinion qu'il falloit humilier la France, devint contagieuſe, ce fut par la faute de la France même, qui avoit voulu ſe faire craindre. La cour de Vienne profita de cette opinion, qu'elle avoit contribué à répandre. Les confédérés, livrés aux vues particulières du roi Guillaume & du duc de Marlborough, l'embraſſèrent avec plus de paſſion que de ſageſſe. Enfin on arma contre la maiſon de Bourbon, avec le même enthouſiaſme qu'on avoit

armé contre la maiſon d'Autriche, & avec plus d'aveuglement.

En 1706, les françois furent battus par-tout, excepté en Allemagne, où le maréchal de Villars ſoutenoit ſa réputation. La campagne fut une ſuite de revers en Eſpagne, juſqu'à l'arrivée du maréchal de Berwick. Philippe avoit été contraint d'abandonner l'Eſpagne, l'archiduc Charles avoit été reconnu dans Madrid. Berwick reconduiſit Philippe dans cette capitale, & recouvra toute l'Eſpagne, à l'exception de la Catalogne.

En Flandre, Villeroi, qu'on avoit oppoſé à Marlborough, perdit le 23 mai la bataille de Ramillies. Ce fut encore une déroute

entière. Les ennemis ſe rendirent maîtres de preſque toute la Flandre Eſpagnole, & enlevèrent encore des places à la France.

Le 19 avril, Vendôme avoit gagné en Italie la bataille de Calcinato. Il ne reſtoit plus qu'à prendre Turin pour ſe rendre maître de tous les états du duc de Savoie. Mais Vendôme fut rappelé d'Italie en Flandre, où l'on avoit beſoin d'un bon général. Le duc de la Feuillade & le maréchal de Marſin, qui le remplacèrent ayant formé le ſiège de Turin, furent forcés dans leurs lignes le 7 ſeptembre par le prince Eugène, & entiérement défaits. Ils étoient ſous les ordres du duc d'Orléans, dont on ne ſuivit pas les

conseils. Marsin avoit les ordres secrets de la cour, qui se croyant présente par-tout, vouloit conduire les opérations de la guerre au-delà des Alpes. Cette défaite fit perdre à la France & à l'Espagne le Milanèz, le Piémont, la Savoie & le royaume de Naples. Philippe ne conserva plus que la Sicile.

En Espagne, la campagne de 1707 fut glorieuse pour le maréchal de Berwick & pour le duc d'Orléans. Le maréchal de Villars continuoit d'acquérir de la gloire en Allemagne ; & le maréchal de Tessé fit lever le siége de Toulon au duc de Savoie & au prince Eugène. Il ne se passa rien en Flandre. Marlborough étoit allé en Saxe, pour

pénétrer les desseins du roi de Suède, & pour le détourner de s'unir à la France, à quoi Charles ne pensoit pas.

En 1708, le duc de Vendôme commandoit l'armée de Flandre, sous les ordres du duc de Bourgogne. On lui reproche d'avoir fait plusieurs fautes : mais on convient qu'il fut toujours contrarié par les courtisans, qui entouroient le duc de Bourgogne. Il commença la campagne par la surprise de Gand. Ayant ensuite résolu de faire le siége d'Oudenarde, il livra la bataille à milord Marlborough & au prince Eugène, qui eurent l'avantage. Il fut alors contraint de se retirer vers Gand; & il ne fut pas le

le maître d'attaquer les ennemis, lorſqu'ils aſſiégeoient Lille, qui ſe rendit après quatre mois de ſiége. Cette journée d'Oudenarde fit perdre à l'Eſpagne ce qui lui reſtoit dans les Pays-Bas, à l'exception de Luxembourg, de Mons & de Nieuport.

Après tant de revers la paix devenoit néceſſaire à la France & à l'Eſpagne; & ſi les eſpagnols ne pouvoient pas encore penſer ſans chagrin au démembrement de leur monarchie, il étoit tems qu'ils y conſentiſſent au moins par impuiſſance. Louis XIV avoit fait des propoſitions dès 1706. Alors Philippe ſe fût vraiſemblablement contenté du royaume de Naples, &

des autres états qu'il poſſédoit encore en Italie, & il eût abandonné l'Eſpagne, dont l'archiduc venoit de ſe rendre maître. En 1707, on eût pu former d'autres projets de partage, puiſqu'alors l'empereur Joſeph s'emparoit de l'Italie, pendant que le duc de Berwick reconquéroit l'Eſpagne. Il eſt donc certain que les anglois & les hollandois auroient pu obtenir tout ce qu'ils s'étoient propoſé par leur alliance, c'eſt-à-dire, le partage de la monarchie eſpagnole. Il ſemble par conſéquent qu'ils n'avoient plus qu'à terminer la guerre. S'ils vouloient maintenir l'équilibre, ils ne devoient pas entreprendre d'opprimer la maiſon de Bourbon, pour

rendre à la maiſon d'Autriche cette ſupériorité de puiſſance qui l'avoit rendue redoutable. De quelques eſpérances qu'ils oſaſſent ſe flatter, en conſidérant l'épuiſement de la France, il n'étoit pas prudent de preſcrire à cette monarchie des conditions qu'elle ne pouvoit accepter ſans honte : c'étoit lui faire trouver des reſſources dans ſon déſeſpoir : c'étoit prolonger la guerre, lorſqu'ils pouvoient faire une paix glorieuſe ; & cependant la fortune pouvoit changer. D'ailleurs, quoique la ſituation de l'Angleterre & de la Hollande ne fût pas auſſi mauvaiſe que celle de la France, ces deux puiſſances étoient néanmoins dans un état violent.

Comme elles portoient presque seules tout le faix de la guerre, elles avoient fait des efforts qu'elles ne pouvoient continuer sans surcharger les peuples d'impôts, & sans contracter de nouvelles dettes. Elles se ruinoient par conséquent.

Mais Marlborough, le prince Eugène & le pensionnaire Heinsius, qui leur étoient dévoués, vouloient la guerre, & tout fut sacrifié aux vues particulières de ces trois hommes. Ils paroissoient faire penser à leur gré les peuples qu'ils conduisoient. On s'irritoit au souvenir des usurpations de Louis XIV : parce qu'on avoit eu des succès, on s'en promettoit de plus grands : encore quelques campagnes, disoit-on, &

la France ne sera plus à craindre. On ne vouloit pas voir qu'elle ne l'étoit déjà plus ; & parce qu'on l'avoit humiliée, on vouloit la ruiner entièrement. C'est ainsi qu'après avoir commencé la guerre par politique, on la continua par passion.

Les premières négociations se firent avec la république de Hollande, qui exigea, comme condition préliminaire, que l'Espagne & les états dépendans de cette monarchie, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, appartiendroient à la maison d'Autriche. Elle demandoit de plus des sûretés pour son commerce, & une barrière dans les Pays-Bas contre la

France, sans s'expliquer encore sur les places dont elle vouloit former cette barrière. Puisque ces articles, qui étoient les plus essentiels à traiter, étoient qualifiés de préliminaires, on pouvoit prévoir que les hollandois formeroient beaucoup d'autres prétentions.

Dans l'impatience d'avoir la paix, Louis XIV eût voulu pouvoir conclure avant l'ouverture de la campagne de 1709, prévoyant que les premiers événemens pouvoient rompre la négociation, si elle n'étoit au moins déjà fort avancée. Il accepta donc les premières propositions qu'on lui avoit faites, & se bornant à demander un dédommagement pour les états que

Philippe abandonneroit, il se contentoit des royaumes de Naples & de Sicile. Il desiroit à la vérité qu'on y ajoutât la Sardaigne & les places que l'Espagne occupoit sur les côtes de Toscane : mais il étoit prêt à se désister sur ce dernier article. Cette négociation ne pouvoit pas réussir : car les hollandois, qui se croyoient alors les arbitres de l'Europe, ne vouloient pas encore sincérement la paix ; & quand même ils l'auroient voulu, ils n'auroient pas eu assez de pouvoir sur leurs alliés.

C'est en vain, disoit Marlborough, que la France se flatte de faire la paix par l'entremise de la Hollande. En effet cette république

ne pouvoit rien par elle-même, & c'eſt avec l'Angleterre qu'il eût fallu négocier. Cependant Louis XIV, prévenu que les hollandois pouvoient donner la paix, continuoit à traiter avec eux: il y étoit même forcé, parce qu'alors le miniſtère de Londres ſe déclaroit ouvertement pour la continuation de la guerre, & qu'au contraire les Etats-Généraux paroiſſoient au moins vouloir entrer en négociation.

Cependant Marlborough & le prince Eugène craignirent que les offres de la France ne fiſſent impreſſion ſur les peuples, & que tout l'odieux d'une guerre, dont on étoit fatigué, & qu'ils vouloient con-

tinuer, ne retombât ſur eux. Ils cherchèrent donc à perſuader que les propoſitions de Louis XIV n'étoient pas ſincères; qu'il ne penſoit qu'à diviſer les alliés; ils déclarèrent que toutes les conférences qu'on avoit tenues, étoient déſagréables aux cours de Vienne & de Londres, qui ne ſouffriroient pas qu'on fît aucune diſtraction à la monarchie d'Eſpagne. La France penſoit néanmoins qu'elle ne devoit pas encore déſeſpérer de la paix.

Il eſt vrai que Marlborough & le grand tréſorier Godolfin, ſon ami & ſon allié, gouvernoient l'Angleterre, & partageoient entr'eux toute l'autorité; il eſt vrai

encore qu'ils vouloient abſolument la continuation de la guerre, parce qu'en les rendant néceſſaires, elle contribuoit à maintenir leur crédit. Mais il ſe faiſoit contr'eux des brigues ſourdes à la cour de Londres, & la reine commençoit à ſouffrir impatiemment la domination de ſon général. Une révolution dans cette cour pouvoit donc changer la face des choſes : car un nouveau miniſtère devoit rechercher la paix, afin de s'affermir, en rendant Marlborough tout-à-fait inutile. En ſuppoſant que cette révolution n'eût pas lieu, on ſe flattoit de pouvoir enfin gagner Marlborough même. On connoiſſoit la paſſion qu'il avoit d'amaſſer

des richesses sans bornes : on lui avoit déjà fait quelques propositions : il les avoit écoutées sans s'offenser, & seulement en rougissant quelquefois.

Les conférences qui avoient commencé à Moerdik au mois de mars 1709 entre le président Rouillé, ministre du roi, & deux députés de Hollande, Buys & Vanderdussen, continuoient de se tenir à Boedgrave. Cependant la négociation n'avançoit point, parce qu'à mesure que la France cédoit, les hollandois formoient de nouvelles demandes, sans s'expliquer jamais sur le terme qu'ils voudroient mettre à leurs prétentions. A peine avoient-ils obtenu une place pour leur

barrière, qu'ils en exigeoient une autre. Ils ne paroissoient pas moins ardens, lorsqu'il s'agissoit des intérêts de leurs alliés, parce qu'ils se croyoient autorisés à demander d'autant plus pour eux-mêmes, qu'ils demandoient davantage pour l'Angleterre, pour la maison d'Autriche, pour l'Empire & pour le duc de Savoie.

Il n'étoit pas possible de négocier avec eux ; parce qu'ils vouloient toujours de nouvelles cessions, & que cependant ils ne s'engageoient jamais. Quoi qu'ils pussent obtenir, ils ne promettoient rien à la France, du moins ils ne lui assuroient rien ; & ce qu'ils avoient accordé dans une conférence, ils le désavouoient dans

dans une autre. Lorſqu'on leur demandoit les royaumes de Naples & de Sicile pour dédommager Philippe V, ils répondoient ſeulement qu'ils emploieroient leurs bons offices auprès de leurs alliés. Les électeurs de Bavière & de Cologne avoient été proſcrits en 1706, à la diète de Ratisbonne. Le roi demanda qu'ils fuſſent rétablis dans leurs biens & leurs dignités, & les hollandois ſe contentèrent encore d'offrir leurs bons offices.

On leur avoit accordé tout ce qu'ils pouvoient deſirer pour eux, & on les exhortoit à déclarer à leurs alliés, que s'ils refuſoient d'entrer en négociation, la république les abandonneroit, & ne

ſongeroit plus qu'à ſes intérêts. Mais c'étoit inutilement. Les hollandois n'étoient pas aſſez puiſſans pour régler ſeuls les conditions de la paix, & forcer leurs alliés à les accepter. Eugène, Marlborough & Heinſius s'étoient rendus maîtres des délibérations. Leur autorité étoit ſoutenue par les armées des confédérés qui s'aſſembloient dans les Pays-Bas ; & ils avoient pour eux le plus grand nombre des citoyens qui vouloient que la guerre continuât. D'ailleurs il n'eût pas été prudent à la république de traiter ſéparément : car il lui falloit pour la ſûreté de ſon traité la garantie de ſes alliés.

Cependant elle ne pouvoit ſe

dissimuler le besoin qu'elle avoit de la paix. Le poids de la guerre devenoit tous les jours plus pesant, l'argent plus rare, le crédit moins assuré, les fonds plus difficiles à trouver. Mais quand les hollandois considéroient le triste état où la France étoit réduite, ils supportoient volontiers leurs peines. Enivrés de leurs succès, comptant sur de plus grands encore, ils se flattoient de la voir bientôt succomber sous leurs efforts redoublés. Eugène & Marlborough les entretenoient dans cette opinion.

Leur confiance ne paroissoit pas sans fondement. On peut en juger par le tableau que M. de Torci fait de l'état où la France se trou-

voit en 1709. « Il eſt vrai, dit-il,
» qu'elle étoit affligée de pluſieurs
» maux. La famine imminente ſe
» joignoit à ceux de la guerre : le
» froid exceſſif, ſuccédant ſubite-
» ment au dégel au commencement
» du mois de janvier, avoit fait
» périr les grains ſemés. Le prin-
» tems paroiſſoit, ſans laiſſer voir
» aucune apparence des productions
» des biens de la terre. On ne pré-
» voyoit que malheurs de tous côtés.
» Les diſcours étoient auſſi triſtes
» que les ſujets de raiſonnement.
» On enchériſſoit encore ſur le mau-
» vais état du royaume ; & ce que
» chacun en diſoit, vrai ou faux,
» paſſoit dans les pays étrangers.
» Il eſt certain qu'une guerre ſou-

» tenue pendant huit ans contre la
» plus grande partie des puissances
» de l'Europe, avoit extrêmement
» affoibli les provinces. Les nou-
» velles que les étrangers en rece-
» voient, persuadoient sans peine
» qu'elles étoient épuisées d'hom-
» mes & d'argent. Chaque jour les
» ressources & le crédit pour trou-
» ver de nouveaux fonds périssoient:
» les armées du roi, autrefois vic-
» torieuses, avoient été forcées,
» après des batailles sanglantes,
» d'abandonner les pays où elles
» étoient entrées comme triom-
» phantes.

» L'Allemagne, les Pays-Bas, le
» Piémont avoient été le théâtre
» de leurs désastres. Les ennemis

» du roi, accoutumés à rendre les
» places assiégées, presqu'aussitôt
» que le siège en étoit formé,
» s'étoient rendus maîtres à leur
» tour des places de la domination
» de sa majesté. Ils menaçoient de
» pénétrer dans le cœur de la
» France. Elle n'étoit pas en état
» de regarder comme vaines des
» menaces nouvelles, & si peu
» vraisemblables lorsque la guerre
» avoit commencé. Le roi donnoit
» alors ses ordres sur les bords du
» Danube, du Tage & du Pô. On
» n'auroit pas cru qu'après quelques
» années il eût été réduit à défendre
» l'intérieur de son royaume, même
» obligé d'examiner s'il pourroit
» demeurer en sûreté dans le lieu
» de son séjour ordinaire.

» Quoique le courage des troupes
» eût été éprouvé en toutes occa-
» ſions, même les plus malheureu-
» ſes, on doutoit ſi elles réſiſteroient
» au défaut de paiement & de ſub-
» ſiſtance.

» La ſeule reſſource étoit donc
» celle de la paix, deſirée & de-
» mandée, comme le ſalut du royau-
» me. Mais ce déſir ardent, fondé
» ſur une néceſſité évidente, aug-
» mentoit l'aliénation des ennemis,
» & fourniſſoit à leur haine autant
» de raiſons nouvelles de frapper
» & d'accabler la France, en con-
» tinuant une guerre qu'elle ne
» pouvoit plus ſoutenir. C'étoit la
» ſource de tant de prétentions,
» qualifiées de préliminaires néceſ-

» faires, des variations des négo-
» ciateurs hollandois soumis à leurs
» alliés, des demandes nouvelles
» qu'ils avoient faites à chaque
» conférence, du désaveu fait de
» leur part dans les dernières des
» mêmes points dont ils étoient
» convenus dans les précédentes.

» Le cours d'un règne heureux
» n'avoit été traversé, pendant une
» longue suite d'années, d'aucun
» revers de fortune. Le roi ressentit
» d'autant plus vivement les cala-
» mités, qu'il ne les avoit pas
» éprouvées depuis qu'il gouvernoit
» lui-même un royaume florissant.
» C'étoit un terrible sujet d'humi-
» liation pour un monarque accou-
» tumé à vaincre, loué sur ses

» victoires, ses triomphes, sa mo-
» dération, lorsqu'il donnoit la
» paix, & qu'il en prescrivoit les
» loix, de se voir alors obligé à
» la demander à ses ennemis, leur
» offrir inutilement pour l'obtenir,
» la restitution d'une partie de ses
» conquêtes, celle de la monarchie
» d'Espagne, l'abandon de ses alliés;
» & forcé de s'adresser pour faire
» accepter de telles offres, à cette
» même république, dont il avoit
» conquis les principales provinces
» en l'année 1672, & rejeté les
» soumissions, lorsqu'elle le supplioit
» de lui accorder la paix à telles
» conditions qu'il lui plairoit de
» dicter.

» Le roi soutenoit un change-

» ment si sensible avec la fermeté
» d'un héros, & la soumission par-
» faite d'un chrétien aux ordres de
» la providence, moins touché de
» ses peines intérieures, que de la
» souffrance de ses peuples, tou-
» jours occupé des moyens de la
» soulager & de terminer la guerre.
» A peine appercevoit-on qu'il se
» fît quelques violences pour cacher
» au public ses sentimens. Ils étoient
» en effet si peu connus, que c'étoit
» alors une opinion assez commune,
» que plus sensible à sa gloire qu'aux
» maux de son royaume, il préféroit
» au bien de la paix la conservation
» de quelques places qu'il avoit
» conquises en personne; que s'il
» pouvoit se résoudre à les céder,

» il auroit la paix, & qu'elle dé-
» pendoit du facrifice de ces mêmes
» places.

» Quelques-uns de ceux qui ap-
» prochoient le plus près de sa ma-
» jesté, n'étoient pas exempts de
» former ces soupçons injustes. Ils
» se glissèrent même dans son con-
» seil.....

Plus la paix s'éloignoit, plus on sentoit le besoin de l'obtenir, à quelque prix que ce fût. Le duc de Beauvilliers, chef du conseil des finances, & le chancelier Pontchartrain, employèrent les plus fortes raisons pour représenter combien elle étoit néceſſaire; à quelle extrémité le roi & le royaume se trouveroient réduits, si malheureu-

ſement on laiſſoit échapper l'occaſion de la conclure ; & quelles ſeroient les ſuites funeſtes d'une guerre qu'il n'étoit plus poſſible de ſoutenir. Ils s'adreſſèrent enſuite au miniſtre de la guerre & à celui des finances, les preſſant de dire à ſa majeſté, en miniſtres fidèles, s'ils croyoient, connoiſſant particulièrement l'état des troupes & des finances, qu'il lui fût poſſible de ſoutenir les dépenſes, & prudent de s'expoſer au haſard de la campagne. Ils paroiſſoient donc croire qu'on ne vouloit pas ſincérement la paix ; ce ſoupçon, qui retomboit ſur Louis XIV, étoit cruel pour ce monarque.

« Une ſcène ſi triſte, ajoute M.

» de Torci, feroit difficile à décrire, » quand même il feroit permis de » révéler le fecret de ce qu'elle eut » de plus touchant.

» Le roi éprouva pour lors que » l'état d'un monarque, maître ab- » folu d'un grand royaume, n'étoit » pas toujours l'état le plus heureux » & le plus à fouhaiter. Il fentit » que s'il étoit au deffus des autres » hommes, il étoit auffi expofé à » de plus grands revers ; que plus » on eft élevé, plus l'infortune eft » fenfible ; & que c'eft pour un » prince un fujet de douleur auffi » vif que légitime de fe voir attaqué » de tous côtés, fans avoir les » moyens ni de foutenir la guerre » ni de faire la paix ».

Il fut arrêté de faire de nouveaux ſacrifices, d'abandonner encore pluſieurs places à la république de Hollande, de ſe contenter du royaume de Naples, ſans la Sicile, pour le dédommagement de Philippe V, de remettre aux conférences pour la paix, les intérêts des électeurs de Cologne & de Bavière, & de conſentir que le prétendant, à qui le roi avoit donné un aſyle, ſortît de France. Tels ſont les ordres qu'on ſe propoſoit d'envoyer au préſident Rouillé.

Mais il reſtoit peu de tems pour conclure. Les conférences duroient depuis deux mois : on étoit à la fin d'avril, & l'ouverture de la campagne n'étoit retardée que par le

dérangement de la ſaiſon. Afin de preſſer la négociation, il eût été à ſouhaiter d'employer un négociateur, qui étant inſtruit plus particulièrement de l'état des choſes, pût prendre ſur lui de paſſer ſes pouvoirs, s'il trouvoit le moment heureux, mais ineſpéré de conclure. Le marquis de Torci, miniſtre des affaires étrangères, s'offrit au roi, & partit pour la Haye le premier mai, chargé d'exécuter les ordres qui avoient d'abord été expédiés pour le préſident Rouillé.

Ce voyage donna lieu à bien des diſcours. Quelques-uns le jugeoient auſſi contraire au ſervice qu'à la gloire du roi, penſant qu'il ne convenoit pas que ſon principal

miniſtre allât demander en ſuppliant la paix à ſes ennemis. Mais plus cette démarche paroiſſoit extraordinaire, plus elle prouvoit les vrais ſentimens de Louis XIV; & il importoit de faire connoître à l'Europe & à la France même les diſpoſitions ſincères où il étoit de tout ſacrifier à la paix. C'étoit un des objets que ſe propoſoit le marquis de Torci. Il eſpéroit encore de pénétrer les deſſeins des ennemis, & peut-être de les engager à les révéler eux-mêmes.

Torci négocia directement avec Heinſius en préſence de Buys & de Vanderduſſen, qui furent admis aux conférences. Mais le penſionnaire ne ſe montra pas moins dif-

ficile avec lui, que les deux députés l'avoient été avec le président Rouillé. Il étaloit d'un côté les forces des confédérés, il représentoit de l'autre l'état de foiblesse où la France étoit réduite. Dès lors il ne doutoit plus des succès de la campagne prochaine, pour laquelle tous les préparatifs étoient faits. Il disoit que la confiance des hollandois étoit si grande, que plusieurs murmuroient des conditions dont les députés s'étoient expliqués avec le président Rouillé; & il en concluoit que dans des conjonctures aussi favorables, il n'étoit pas naturel de penser à se relâcher. Ainsi, quoique Buys & Vanderdussen eussent promis que

la république emploieroit ses bons offices pour conserver le royaume de Naples & de Sicile à Philippe V, il déclara qu'il ne se feroit aucun démembrement de la monarchie d'Espagne ; & que la république s'y étoit engagée par des traités faits avec ses alliés ; & qu'elle ne pouvoit proposer de priver la maison d'Autriche d'une partie de cette monarchie, parce qu'elle ne vouloit pas manquer à ses engagemens. Il ne s'en tenoit pas là. Il s'agissoit encore de satisfaire l'Angleterre, l'empereur, l'Empire & le duc de Savoie. Sous prétexte d'opposer de tous côtés des barrières à l'ambition de la France, on eût voulu lui enlever toutes ses

provinces frontières, & l'ouvrir de tous côtés à l'ennemi. On affectoit de la craindre, pour former des prétentions; & il sembloit que toutes les puissances voisines voulussent saisir l'occasion de s'enrichir à ses dépens. Enfin si le pensionnaire s'occupoit vivement des intérêts des alliés, il ne négligeoit pas ceux de la république. Bien loin de se borner aux places que les députés avoient demandées pour la barrière, il disoit sans dissimulation, qu'il falloit profiter des circonstances, qui permettoient d'en obtenir encore de nouvelles.

Cependant la négociation languissoit. Le prince Eugène étoit arrivé: mais on attendoit encore

milord Marlborough, qui étoit à Londres, & dont le retour n'étoit retardé que par les vents. Torci avoit ordre de lui offrir jusqu'à quatre millions, si la France obtenoit la paix à des conditions moins dures. Il arriva le 18 mai. Les conférences recommencèrent : elles devinrent fréquentes : mais Torci & Rouillé connurent bientôt qu'elles n'auroient aucun succès. Marlborough avoit besoin de la guerre, pour se maintenir contre les brigues que ses ennemis tramoient à Londres ; & elles étoient pour lui un fond de richesses bien supérieures aux offres de Louis XIV.

En effet, on avoit satisfait l'Angleterre & la Hollande sur toutes

leurs demandes; & le roi ſe déſiſtant de tout dédommagement pour ſon petit-fils, abandonnoit abſolument toutes les parties de la monarchie d'Eſpagne à la maiſon d'Autriche. Il ſembloit donc que les anglois & les hollandois n'avoit plus qu'à terminer une guerre dont ils portoient preſque tout le poids. Mais parce qu'ils ne vouloient pas la paix, ils trouvoient toujours dans les prétentions de leurs alliés des prétextes pour l'éloigner. Ils demandèrent que la France reſtituât toute l'Alſace à l'Empire, & qu'elle abandonnât au duc de Savoie toutes les places qu'il avoit conquiſes en Dauphiné, & d'autres encore.

Quand le roi auroit cédé ſur ces articles, il n'auroit pas obtenu la paix. L'Eſpagne ſuffiſoit ſeule pour faire naître de nouvelles difficultés. On demanda quelle ſûreté Louis XIV donneroit de la ceſſion entière de cette monarchie. Torci & Rouillé répondirent que le roi rappelleroit les troupes qu'il avoit données à ſon petit-fils, & que cette ſûreté étoit ſuffiſante; parce que Philippe V, privé des ſecours de la France, ſeroit hors d'état de ſe ſoutenir contre les forces des confédérés.

On repliquoit que le rappel des troupes françoiſes ne ſuffiſoit pas; & qu'il falloit une aſſurance poſitive que la monarchie d'Eſpagne ſeroit livrée toute entière à la mai-

ſon d'Autriche : parce qu'autrement la France jouiroit de la paix, pendant que les autres puiſſances ſeroient obligées de continuer la guerre pour dépoſſéder Philippe V.

On n'oſoit pas encore propoſer à Louis XIV de déclarer la guerre à ſon petit-fils, condition odieuſe qu'on inſinua bientôt après. Mais on exigeoit qu'il fût garant de la ceſſion de toute l'Eſpagne.

C'étoit lui demander plus qu'il ne pouvoit exécuter. Car dès qu'il ne s'agiſſoit pas d'armer contre Philippe V, que pouvoit-il faire de plus que de ne pas armer pour lui ? Cependant on s'opiniâtroit à vouloir ſa garantie. Pour en être aſſuré, les hollandois demandoient

qu'il leur donnât plusieurs places en ôtage, & qu'il leur remît en même tems toutes celles dont ils vouloient former leur barrière. Ce n'est qu'à ces conditions qu'ils lui offroient un armistice de deux mois, pendant lequel il seroit tenu d'engager Philippe V à descendre du trône. S'il n'y réussissoit pas, la guerre contre la France recommençoit aussi-tôt, & les ennemis reprenoient les armes avec tous les avantages des places qui leur auroient été remises. Ces propositions étoient si extraordinaires, qu'il eût été beaucoup plus raisonnable de se refuser à toutes les conférences, & de déclarer qu'on ne vouloit pas la paix.

Comme

Comme tout le tems des conférences se consumoit en disputes, où l'on répétoit continuellement les mêmes choses, sans jamais conclure, les négociateurs françois pensèrent qu'en mettant par écrit les articles compris sous le titre de préliminaires, ils pourroient fixer l'état de la question, & forcer les ennemis à répondre d'une manière plus précise. Ils se flattoient au moins d'en retirer un autre avantage, & ce fut aussi le seul qu'ils retirèrent: c'étoit de faire connoître au public les offres du roi & les réponses qu'on y auroit faites. Car alors les françois seroient bien convaincus qu'il vouloit sincérement la paix, & les hollandois

pourroient s'appercevoir que les intérêts de la république étoient ſacrifiés à l'ambition de leurs alliés.

Le mémoire des négociateurs françois renouvella les diſputes : on ſe répéta, & on ne conclut point. Alors la ſeule utilité que Torci pouvoit retirer de ſon voyage, étoit de ſavoir à quelles conditions préciſes les ennemis accorderoient la paix, & d'avoir de leur main un écrit qui dévoilât leurs deſſeins & leurs procédés. C'eſt l'objet qu'il s'étoit propoſé dès le commencement de la négociation. Il demanda donc que, puiſqu'il avoit remis un projet des offres du roi, ils lui communiquaſſent à leur tour un projet de leurs demandes.

Le penſionnaire accepta la propoſition ; & de concert avec Eugène, Marlborough & Sinzendorff, miniſtre de l'empereur à la Haye, il écrivit un plan général d'articles préliminaires.

Ce plan, conforme à toutes les prétentions que les ennemis avoient formées juſqu'alors, auroit remis entre leurs mains les principales places de la frontière de Flandre; & ils auroient recommencé la guerre deux mois après, ſi dans ce terme le roi d'Eſpagne n'eût pas renoncé au trône. C'étoit mettre la paix à des conditions qui n'étoient pas au pouvoir de Louis XIV, & que, par conſéquent, il ne pouvoit pas promettre. Il ne reſtoit plus au

marquis de Torci, qu'à revenir en France. Il partit de la Haye le 23 mai. Le roi, après avoir entendu le compte qu'il lui rendit de son voyage, rejeta le projet du pensionnaire : il rappela le président Rouillé, & la négociation finit.

On se plaignit en Angleterre & en Hollande des chefs de la confédération qui laissoient échapper la paix, lorsque l'une & l'autre de ces deux puissances obtenoient tout ce qu'elles pouvoient desirer. Les ennemis personnels de Marlborough surent profiter, à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie; & l'empereur même ne fut pas satisfait. On avoit, selon

lui, donné trop peu d'attention à la barrière de l'Empire.

Ces plaintes, qui femoient la divifion parmi les confédérés, font un des fruits que la France retira de la négociation de la Haye. Elle en recueillit un autre, lorfque, d'après les confeils de Torci, Louis XIV écrivit aux gouverneurs des provinces, pour informer fes fujets des facilités qu'il avoit apportées à la paix, & de l'oppofition opiniâtre de fes ennemis. Les raifons étoient bonnes. Expofées avec fimplicité, elles étoient accompagnées des fentimens d'un père pour fes peuples, & de la confiance d'un fouverain en leur zèle. Elles produifirent l'effet qu'on en devoit

attendre. Les françois indignés, en ſentirent moins le fardeau de la guerre ; & prêts à ſacrifier leurs biens & leur vie, ils ne ſongèrent qu'à la gloire du roi & de la nation.

Les ennemis avoient pris Tournai. Ils marchoient ſous les ordres d'Eugène & de Marlborough, pour faire le ſiége de Mons, & le maréchal de Villars avançoit au ſecours de cette place. La bataille ſe livra près du village de Malplaquet. Elle fut la plus longue & la plus meurtrière de cette guerre. Les françois, qui avoient manqué de pain un jour entier, jetèrent celui qu'on venoit de leur donner pour courir au combat. Ils perdi-

rent le champ de bataile, où ils laissèrent environ dix mille hommes : la victoire en coûta, dit-on, près de trente mille aux ennemis. L'infanterie des hollandois fut presque ruinée ; & la prise de Mons, qui fut la suite de cette journée, ne les dédommagea pas de leurs pertes.

Le maréchal de Villars fut blessé pendant l'action, lorsqu'il passoit de l'aîle gauche au centre qui plioit. Cet accident ne permit pas au centre de se rétablir. Il fallut penser à la retraite. Le maréchal de Boufflers la fit en bon ordre ; & l'armée se retira vers le Quesnoi, emportant des étendards & des drapeaux pris sur l'ennemi. Les françois, qu

étoient plus foibles avant la bataille, ſe trouvoient alors ſupérieurs en forces : on ne ſait pas pourquoi ils ne tentèrent pas une ſeconde fois d'empêcher le ſiége de Mons.

Du côté de la Savoie & du côté du Rhin, ils eurent toujours l'avantage. Mais les événemens étoient bien plus déciſifs en Flandre. C'eſt-là que les ennemis faiſoient tomber tous leurs efforts, & ils pouvoient s'ouvrir un chemin juſqu'à la capitale. La journée de Malplaquet fit faire de nouvelles démarches pour obtenir la paix.

Quelque dures que fuſſent les conditions contenues dans les préliminaires dreſſés par Heinſius, le roi déclara qu'il accepteroit toutes

celles dont l'exécution dépendroit de lui : c'eſt-à-dire, qu'il offrit d'abandonner toutes les places qu'on avoit demandées, ſoit pour ôtages, ſoit pour barrières aux Provinces-Unies, à l'Empire, au duc de Savoie ; de raſer depuis Baſle juſqu'à Philisbourg toutes celles qu'on vouloit bien lui laiſſer ; & de ſatisfaire les anglois qui demandoient que le port de Dunkerque fût comblé, & qu'on en rasât les fortifications. Cependant deux articles ſouffroient encore de grandes difficultés : le quatrième, par lequel Louis XIV devoit promettre que ſon petit-fils abandonneroit toute la monarchie d'Eſpagne dans deux mois ; & le trente-ſeptième,

qui, faisant dépendre la paix de l'exécution du quatrième, déclaroit que, si après ce même espace de tems Philippe V conservoit encore quelques parties de la monarchie d'Espagne, on reprendroit les armes contre la France, dont les places frontières auroient été rasées, ou livrées aux ennemis. Le roi, accordant tout à l'exception de ces deux articles, se bornoit à demander qu'on trouvât quelque tempérament pour applanir les obstacles qu'ils faisoient à la paix. On consentit à négocier. Le maréchal d'Huxelles & l'abbé de Polignac, nommés plénipotentiaires, arrivèrent à Moerdik le 9 mai 1710. Ils eurent aussitôt une conférence avec

Buys & Vanderduſſen, qu'on leur avoit députés, & qui les attendoient ſur un yacht à peu de diſtance. Le lendemain ils allèrent à Gertruidenberg, lieu que les confédérés avoient choiſi pour continuer la négociation.

Louis XIV avoit retiré d'Eſpagne toutes ſes troupes, perſuadé, dit le marquis de Torci, que ceſſant de ſecourir le roi ſon petit-fils, il prouveroit le deſir ſincère qu'il avoit de faciliter la paix. Il ſe peut que ce motif fût entré pour quelque choſe dans cette démarche, mais il eſt certain que la France avoit beſoin pour elle-même de toutes ſes forces. Quoi qu'il en ſoit, Philippe V ſoutenoit alors la guerre

avec ses seules troupes contre les anglois, les hollandois & les portugais : trois puissances, qui agissoient rarement de concert, parce que les prétentions qu'elles formoient toutes ensemble sur l'Amérique, étoient pour elles autant de semences de divisions. Aussi l'accession du roi de Portugal à la grande alliance, en 1703, n'avoit pas répondu aux grandes espérances des confédérés. Ils avoient particulièrement compté sur les troupes portugaises pour la guerre d'Espagne, & elles leur avoient manqué dans les occasions les plus essentielles.

Philippe V voyant que ses ennemis n'étoient pas capables de

réunir

réunir leurs forces, & sachant que ses sujets avoient autant d'attachement pour lui, que d'éloignement pour l'archiduc, étoit déterminé à tout risquer, plutôt que d'abandonner sa couronne. Il l'avoit déclaré plusieurs fois, il le déclaroit encore; & c'est parce que les confédérés étoient bien instruits de la ferme résolution de ce prince, qu'ils persistoient à demander, comme nécessaire à la paix, une condition qu'ils étoient sûrs de ne pas obtenir. Ils n'acceptoient d'entrer en négociation, que parce qu'ils n'osoient refuser aux vœux des peuples le desir apparent de rendre le repos à l'Europe; & dans le vrai ils vouloient continuer la guerre, parce qu'ils se flattoient d'accabler la France.

Les plénipotentiaires avoient demandé par ordre du roi d'être admis à la Haye, afin de pouvoir conférer avec le pensionnaire & les députés de l'état, aussi souvent que le bien des affaires & l'avancement de la négociation pourroient l'exiger. Les chefs de la confédération avoient d'autres vues : ils ne vouloient que retarder la conclusion. C'est pourquoi ils avoient fixé le lieu des conférences loin de la Haye, dans une petite ville fermée, où qui que ce soit ne pouvoit entrer, encore moins parler aux plénipotentiaires, sans que l'état en eût aussi-tôt avis. Les ministres de France étoient donc comme en prison à Gertruidenberg : les députés n'y venoient que de

loin à loin : on laissoit de longs intervalles d'une conférence à l'autre ; & sans paroître vouloir rompre la négociation, on la faisoit traîner jusqu'à l'ouverture de la campagne.

Lorsque le roi s'étoit plaint qu'on lui eût insinué de joindre ses forces à celles des confédérés, pour détrôner son petit-fils, le prince Eugène & milord Marlboroug désavouèrent cette proposition, comme un artifice inventé pour abuser le public, & persuader que les ennemis de la France ne vouloient qu'éloigner la paix. Cependant dès les premières conférences de Gertruidenberg, cette condition odieuse fut proposée comme essentielle ; & on avertissoit même qu'elle ne leveroit pas

encore toutes les difficultés. Car Buys déclara que les Etats-Généraux se réservoient la faculté de former, après la signature des préliminaires, de nouvelles demandes, qu'il nomma *ultérieures*.

Il tut ce qu'elles contiendroient. Il est vrai que Vanderdussen dit, comme en secret aux plénipotentiaires, qu'on vouloit comprendre dans ces demandes ultérieures, Valenciennes, Douai, Cassel, & de plus, un dédommagement des frais que les siéges de Tournai & de Mons avoient causés. Mais se contenteroit-on de ces trois places? Et quel seroit d'ailleurs ce dédommagement dont on parloit? Former toujours de nouvelles prétentions, après avoir obtenu ce qu'on

avoit demandé ; & se réserver la liberté d'en former encore sans s'expliquer sur ce qu'on demandera ; c'étoit montrer des dispositions bien contraires à la paix, à la bonne foi, & à la raison même : car il étoit absurde d'exiger que la France accordât, par les préliminaires, des demandes ultérieures qu'on n'expliquoit pas.

Pour se flatter de persuader à Philippe V de renoncer à la couronne d'Espagne, il falloit au moins avoir un dédommagement à lui proposer. Après bien des difficultés, les confédérés n'accordèrent que la Sicile, avec la condition barbare que Louis XIV se chargeroit lui seul de contraindre son petit-fils à sortir d'Espagne, de gré

ou de force. Encore s'opiniâtrèrent-ils à ne pas s'expliquer nettement sur leurs demandes ultérieures.

Le roi, pour le bien de la paix, consentit à conseiller à Philippe V de se contenter de la Sicile, il s'engagea à ne lui donner aucun secours directement ni indirectement; il offrit même de contribuer par des subsides à la guerre que les confédérés auroient à lui faire, & à leur donner jusqu'à un million par mois. En un mot, il accepta toutes les conditions, excepté celle de faire la guerre directement à son petit-fils. Alors on exigea qu'il la fît seul & à ses dépens. *Notre volonté*, disoient les confédérés, *est que le roi se charge, ou de persuader au roi d'Espagne, ou de le*

*contraindre lui seul, & par ses seules forces, de renoncer à toute sa monarchie. On accorde à la France une trêve de deux mois pour cette opération; & après l'expiration de ce terme, on lui fera la guerre, si elle n'a pas réussi dans cette entreprise.*

Autant Louis XIV avoit autrefois dicté des loix avec hauteur, autant alors il se voyoit humilié. Mais la politique atroce & déraisonnable de ses ennemis le servoit, parce qu'elle lui faisoit trouver des ressources dans son courage & dans l'indignation des françois. Il ne falloit qu'un événement pour changer la face des choses.

Cependant la campagne de 1710 fortifia les confédérés dans leurs préventions, & les confirma dans

le dessein d'accabler tout-à-fait la France. Ils prirent Douai, Béthune, Aire & S. Venant. Philippe V, après avoir perdu la bataille de Sarragosse, fut contraint de se retirer en Navarre avec les débris de son armée; & l'archiduc, reconnu à Madrid & à Tolède, ne parut pas devoir trouver désormais beaucoup d'obstacles à la conquête entière de la monarchie espagnole.

Tel étoit l'état des choses à la fin du mois d'août 1710: l'Espagne échappoit à Philippe V, & la France étoit sans espérance de voir finir une guerre, qu'elle ne pouvoit plus soutenir.

*Fin du vingt-huitième Volume.*

